

tribune socialiste

PSU

Arafat parle



RÉSISTANCE

(BAI-11) SANTIAGO, Chile, Sept. 14—ALLENDE SUPPORTER—A supporter of the late Chilean President Salvador Allende holds a machine gun on the balcony of Government House, Tuesday, during fighting in Santiago which toppled the Allende regime. (AP Wirephoto via satellite from Buenos Aires) (See AP AAA Wire Story) (rgt62030satellite) 1973

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALLOUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :
Jacques Bertin - Françoise Claire - Jean Cordat - Serge Dumont - Jacques Gallus - Henri Haller - Cecilia Joxe - Daniel Lenègre - Jean Mendelson - Jean-François Merle - Bernard Ravenel - Marie Thiais - Anne Vattier - Jean Verger.

Photos : A.F.P. : (4, 5, 9, 17, 19 et 20) - AGIP : (16) - FOTOLIB : (5) - Pascal Lebrun : (2, 3, 7, 8, 10 et 13) - D.R. : (6 et 19).

Dessins : Barou : (5, 10, 11 et 12).

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37
9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Information 2000

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Tirage : 25 000 ex.

CALENDRIER — POLITIQUE —

● NANCY — « LIP : une victoire du mouvement ouvrier », réunion publique au Rex (rue Saint-Dizier) à 20 h 45, jeudi 20 septembre, avec Charles Piaget, délégué syndical de l'usine Lip - Besançon et François Borella, membre de la direction politique nationale du P.S.U. Cette réunion-débat (entrée libre) est organisée par la fédération P.S.U. de Meurthe-et-Moselle (54, rue de La Hache, 54000 Nancy).

— CULTUREL —

● Samedi 22, de 17 h à 24 h, fête au T.E.P., entrée libre. Présentation de la nouvelle saison, avec la participation des metteurs en scène : Hubert GIGNOUX, Pierre VIAL, Dagoberto GUILLAUMIN, Bernard SOBEL, Marcel MARECHAL, Georges WERLER - Animation par les artistes de l'atelier chanson. Orchestres - Buffet.

les lunettes de Politique-Hebdo

Dans le dernier numéro de P.H. un courageux anonyme s'en prend à propos de Lip à « quelques technocrates du PSU qui de toute évidence n'ont jamais mené de lutte ouvrière et ne sont là « en théorie » que pour un travail spécialisé (journaliste, conseil juridique...) »

Hola ! camarades. Les militants PSU qui appuient la lutte des Lip, dans l'entreprise et en dehors, à Besançon et partout ailleurs, apprécieront à leur juste valeur les remarques de ceux qui mènent la lutte la plume à la main. Ceux qui apportent leur compétence l'ont fait et continueront de le faire sous la direction des travailleurs. Il serait bon que P.H. rajuste un peu ses lunettes : la myopie n'est pas une maladie grave quand on la soigne à temps.

7 JOURS DANS T.S.



■ C'est au moment de mettre T.S. sous presse, la semaine dernière, que nous avons appris le coup d'Etat militaire au Chili. Parce qu'il fallait pouvoir assurer immédiatement notre solidarité politique avec nos camarades chiliens, nous avons préféré transformer profondément le journal. Ce ne fut possible que grâce aux travailleurs de l'imprimerie qui acceptèrent un surcroit de travail considérable, précisément parce que c'était « pour le Chili ». C'est dire à quel point la lutte des travailleurs chiliens touche directement tous les secteurs de la classe ouvrière française. C'est dire aussi — tous les lecteurs de T.S. doivent le savoir — que dans la sortie hebdomadaire de ce journal, nous devons beaucoup à nos camarades de travail de l'imprimerie. Et lorsqu'eux-mêmes se battent, comme c'est le cas aujourd'hui, pour s'opposer au démantèlement de Larousse et d'autres imprimeries, nous sommes directement solidaires de leur combat. Même si cela tarde, comme cette semaine, la parution de T.S.

■ Le Chili est donc plus que jamais au cœur de notre actualité — celle du mouvement ouvrier. Et ce, au moment où la bourgeoisie française et les principaux organes de presse se dépêchent de n'en plus parler, ou, ce qui est pire, de cautionner toutes les déclarations de la junte sur la « normalisation » de la situation. Les interviews du bourreau Pinochet se succèdent à un rythme accéléré. Mais les informations sur la résistance acharnée des travailleurs chiliens se font, elles, de plus en plus rares. Notre premier devoir est donc aujourd'hui de créer un vaste réseau de contre-information sur le Chili : par tous les moyens, lutte au sein des organes de presse, multiplication des panneaux d'information, des réunions et des meetings. De notre côté, nous travaillons à la réalisation d'un « 4 pages spécial » qui pourra être diffusé très largement.

■ Mais il nous faut aussi mener une bataille politique contre notre propre bourgeoisie.. Cela passe, bien sûr, par la solidarité militante de toutes les organisations du mouvement ouvrier

● Cantonales - rectificatif
La fédération PSU du Puy-de-Dôme, suite à l'article de Robert Chapuis paru dans « TS » du 12 septembre, nous demande d'insérer la rectification suivante :

Dans le Puy-de-Dôme, un accord a été conclu entre le PSU et le PS pour le soutien de la candidature de notre camarade Chautard (canton de Saint-Germain-l'Herm), ceci sans faire référence au programme commun.

EN SOUSCRIPTION 15 F

un volume 135 x 210, 300 pages environ
sortie fin octobre 73

Philippe BRACHET

L'ÉTAT PATRON : THÉORIES et RÉALITÉS

(le rôle des entreprises publiques, en France, depuis la libération)

préface du Pr. Hubert BROCHIER

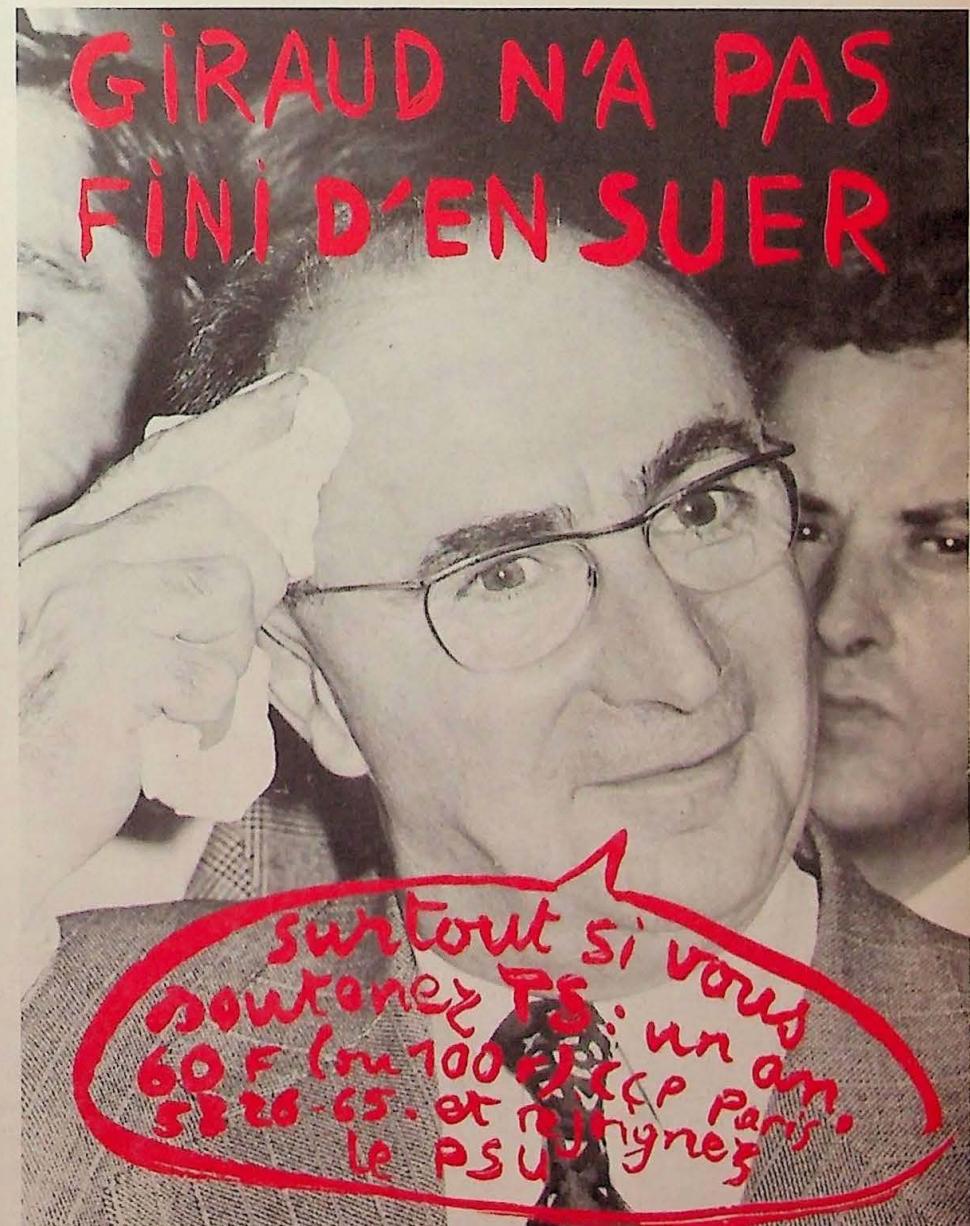
EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée, 75075 Paris - C. C. P. 19 706 28 Paris

d'une lutte qui marquera un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Elle permettra d'aider considérablement tous les travailleurs qui comme à Dole, à Cerizay, à la SNIAS et à Kelton sont, eux aussi, en train de se battre.

■ Les leçons des luttes sociales de l'été ne concernent pas seulement, loin de là, les seuls travailleurs. Dans le secteur de l'éducation, au moment où Messmer, Royer et Fontanet abatent clairement leurs cartes pour inféoder la formation au besoin du capital, il serait absurde que la lutte contre l'école capitaliste reste étrangère aux travailleurs. L'objectif d'un « contrôle populaire sur la formation » mis en avant dans les 4 pages centrales réalisés par le secteur « Ecole-Formation » du Parti est donc capital pour les années qui viennent.

■ Nous avons lancé la semaine dernière un appel urgent au fric. Des mesures seront prises par la D.P.N. Ce problème financier est un problème politique. L'intervention du P.S.U. ne cesse depuis plusieurs mois de se multiplier sur tous les terrains. Compte tenu du nombre d'adhérents, pour maintenir et développer cette présence politique indispensable, nous avons calculé qu'une moyenne de 260 F par an et par militant était un minimum indispensable. Il faut savoir se donner les moyens de sa politique. Pour T.S., nous sommes aujourd'hui obligés de choisir. Cette semaine, ce numéro de 20 pages s'étendra sur quinze jours, de façon à pouvoir réaliser deux numéros spéciaux de quatre pages : l'un sur la marche sur Besançon, l'autre sur le Chili. Choix dramatique, mais auquel nous serons contraints tant que les difficultés financières du Parti ne seront pas résolues.

Gérard FERAN ■



L'espérance n'est pas morte

SALVADOR ALLENDE est mort et, avec lui, des militants ouvriers. Mais des milliers de travailleurs et de révolutionnaires chiliens font face au massacre. L'espérance n'est pas morte au Chili.

Nous devons le dire, car le mensonge s'est installé et tisse sa toile, sans vergogne. Rien ou presque ne filtre du Chili, sinon les déclarations lénifiantes ou hysteriques de la junte. On en est à compter les morts. On minimise la résistance, et l'on essaie partout d'imposer l'image d'un retour à la « normale ».

Pourtant, là-bas, la répression est véritablement sauvage. Assassinats, camps de concentration, tortures. Pour ceux qui échappent à la tenaille, l'exil. Et pour ceux qui luttent, pour eux, vraiment, la liberté ou la mort.

Ensuite, il nous faut assurer la solidarité la plus large, la plus militante, financière, juridique, politique bien sûr, au peuple chilien, aux partisans de l'Unité Populaire, aux exilés. Toutes les initiatives doivent être et seront prises, notamment en liaison avec les camarades Chiliens qui, en Europe, préparent la continuation de la lutte, à l'extérieur aussi.

Les raisons de notre soutien total à la résistance du peuple chilien sont claires en effet. Une fois de plus le capitalisme, devant la mobilisation résolue des travailleurs, a préparé son coup et l'a orchestré, pour mettre un point qu'il voulait final à cette lutte mortelle qui l'oppose aux révolutionnaires. La solution, dans un cas comme le Chili, est tristement et résolument univoque : c'est le fascisme, cette violence froide et cette chape de plomb que l'on rabat sur le peuple. Au nom des

cisions, où le gouvernement d'Unité Populaire en était venu à attendre le coup d'Etat comme une fatalité, sans s'y préparer peut-être. Et la résistance actuelle prouve que la préparation était avancée à un point significatif. Cependant, le récent dialogue entre la Démocratie chrétienne et la Gauche a eu, selon nous, des aspects démobilisateurs à un moment où, après le coup du 29 juin, il ne pouvait être question de faire baisser les bras aux travailleurs.

Ce soutien résolu que le P.S.U. apporte à la résistance chilienne nous amène à prendre en compte les questions très lourdes qui naissent en ce moment à Santiago, pour l'ensemble des forces de gauche. Il faut avoir non pas le courage, mais le réalisme de percevoir que le Chili et la France, par exemple, ont en commun à présent les mêmes interrogations, quant à



Car beaucoup luttent là-bas ; le peuple est engagé dans un affrontement armé avec les militaires. Au sud du pays, dans les centres ouvriers du nord, aussi, la résistance armée — ouvriers, paysans, étudiants, à l'appel des organisations de l'Unité Populaire et des organisations révolutionnaires — se développe, dans les conditions dramatiques que l'on devine. Mais nos camarades Chiliens sont des militants politiques aguerris par les luttes passées, capables de mener un combat pour lequel la solidarité, sous toutes ses formes, ne fait que débuter. Elle doit commencer par l'information sur ce qui est arrivé au Chili et sur ce qui s'y passe. Démoraliser, tromper l'opinion et les travailleurs au Chili et en France et ailleurs, c'est ce que tente la bourgeoisie, avec ses moyens, qui sont énormes. Il faut y répondre très vite et très fort. C'est notre première tâche. Leurs larmes de crocodiles, il faudra les leur faire râler.

intérêts des firmes internationales et de leurs soutiens locaux, au nom de l'impérialisme, c'est le slogan des gens qui hurlaient « vive la mort ! » contre la vie, l'espoir, la liberté, le socialisme. Et l'on voudrait que nous nous contentions de regretter les événements...

Ce peuple était mobilisé ; il avait pris ses destinées en main, il tentait une expérience de développement autonome, avec une conscience politique aiguë des difficultés qu'il rencontreraient, avec la force tranquille de ceux qui savent qu'ils ont raison et qui sentent que, petit à petit, ils peuvent gagner.

Ouvriers, citadins, paysans avaient installé des formes de pouvoir populaire et inventé une nouvelle légalité et des rapports de confiance inhabituels avec le gouvernement. Sauf peut-être dans les derniers mois qui précèdent le putsch, où les hésitations ont paru l'emporter sur les dé-

la nature du régime capitaliste et ses transformations, quant à la stratégie de conquête du pouvoir et de maintien au pouvoir, quant au dilemme légalité-bourgeoisie/légalité révolutionnaire, quant à la politique d'Unité Populaire et à ses manifestations.

On voit que cela n'est pas mince et que nous n'avons pas fini de parler du Chili.

Mais, pour le moment, les camarades Chiliens, là-bas, continuent à se battre. Pour gagner, bien sûr, et aussi pour que nous ne les oubliions pas. Pour que personne n'oublie jamais ce qui est en jeu là-bas. Ce qui est en jeu, c'est TOUT. Et c'est leur vie. Ce qui était en jeu pour la bourgeoisie chilienne, comme pour la nôtre, c'était l'argent, c'est-à-dire rien, et la mort. Il faut choisir. Fascisme ou socialisme, telle est l'alternative pour les Chiliens. Sachons nous en souvenir et en tirer les conséquences.

Daniel LENEGRE

« s'il faut en tuer 20

Dimanche soir. Le fascisme et l'assassinat règnent au Chili. Shakespeare fait dire à son personnage, dans « Macbeth », que « le monde est un conte plein de bruit et de fureur, raconté par un idiot ». Et pourtant, l'histoire a un sens. Et pourtant, l'histoire ne se répète pas : elle bégaye. Tragiquement, avec des flaques de sang dans lesquelles piétinent les bottes des tortionnaires et qu'enjambent avec dégoût les bourgeoises élégantes qui peuvent à nouveau se sentir chez elles.

A l'heure où cet article est écrit, on ignore tout de ce qui se passe au Chili. Tout, ou presque, et ce n'est pas la moindre horreur dans le drame qui se joue, pour nous tous, là-bas, non, pas la moindre horreur que cette ignorance et ce néant d'informations.

Les militaires ont tué jusqu'à la parole, imposé le silence jusqu'aux ondes. A coups de canons, comme lorsqu'ils tirent sur les usines ou les quartiers ouvriers, dans lesquels le peuple, ce peuple entre les peuples, aujourd'hui, défend, armes à la main, son espoir, ses conquêtes, sa vie. Et peut-être sans espoir autre que la fusillade, sans sommation ni jugement, au coin des rues où lève le matin blême.

Alors, peut-être la résistance s'organise-t-elle, peut-être les putschistes rencontrent-ils plus de difficultés qu'ils ne veulent parcimonieusement bien le dire. Nous ne le savons pas. Tant que les bottes régneront à Santiago.

la longue cohorte des martyrs

Car, depuis mardi, le fascisme s'est installé au Chili, avec son infernal cortège d'antimarxisme, hystérique, de répression sauvage et de mensonge grossier. L'armée, que l'on disait la plus légaliste d'Amérique Latine, s'est soulevée et, avec une rapidité étonnante, s'est emparée d'une grande part du pays. Avec une brutalité également inouïe, elle noie actuellement dans le sang — on parle déjà de plusieurs milliers de morts — toute espèce de résistance populaire et la moindre velléité d'opposition.

Les opposants, en effet, sont soit exécutés sommairement — c'est sans doute le cas de notre ami Carlos Altamirano, secrétaire du P.S. chilien et défenseur d'une ligne « dure » dans le processus révolutionnaire chilien ; c'est peut-être celui de Pablo Neruda, prix Nobel de la Paix et homme de gauche notable, — soit parqués dans des camps de concentration ou des stades d'où ils iront vraisemblablement rejoindre, après les opposants au régime hitlérien, les communistes indonésiens, les révolutionnaires brésiliens, les démocrates grecs, les étudiants iraniens et tant d'autres, la longue cohorte des martyrs de la révolution. Victimes du fascisme, ce fascisme qui, peut-être, tend à être la forme de passage obligée du système capitaliste, dès que le rapport des forces sociales se tend de manière décisive.

Dans cette montée du fascisme au Chili, étape par étape, les forces de droite ont tenu constamment ce rôle de pompier incendiaire auquel sont acculés les défenseurs du régime capitaliste. De la grève-répétition générale d'octobre 1972 à la seconde grève

de camionneurs et des commerçants, en passant par la grève politique des mineurs d'El Teniente et de Chuquicamata, la « manifestation des casseroles » dans les beaux quartiers, jusqu'à la tentative de putsch avorté de juin et aux événements de cette semaine, la chaîne est forgée, la boucle est bouclée.

C'est en désorganisant les recettes extérieures du Chili (blocage des cargaisons de cuivre, diminution du prix mondial) que les entreprises américaines ont cherché à tuer dans l'oeuf son effort d'industrialisation, et à casser le jeu d'une expansion relancée par les conquêtes salariales. C'est en provoquant la pénurie que la bourgeoisie commercante a justifié l'intervention de militaires, prétendant qu'Allende avait « affamé le peuple ». C'est en organisant les attentats fascistes, les manifestations de droite, les provocations, que la droite chilienne a menacé la liberté du peuple chilien que les militaires se targuent de lui avoir rendue mardi. Avec le couvre-feu et les persécutions.

Cette énorme mécanique de changement, appuyée sur les dollars de la C.I.A. et des grandes entreprises U.S. et étrangères, n'était pas parvenue à entamer la foi des travailleurs chiliens dans leur avenir socialiste. Certes, et surtout dans les derniers mois, le gouvernement Allende, aux prises avec les moments les plus difficiles de l'offensive de la réaction, avait commis des erreurs, avait refusé de choisir et s'était lié les mains à une armée qu'il n'avait pas cherché à contrôler politiquement — même s'il tolérait que le peuple s'arme et s'il sentait que l'affrontement était proche. Mais, comme le disaient les travailleurs chiliens (banderole vue à une manifestation en faveur de Allende) « Ce gouvernement est un gouvernement de merde, mais c'est notre gouvernement ».

le fascisme inéluctable

Devant cette mobilisation qui, récemment, semblait avoir pris une forme définitivement a-légaliste (au sens étroit du mot), qui posait en actes, un véritable pouvoir populaire, dans les usines, dans les villes, dans les campagnes... il ne restait plus qu'une solution : celle qui restait à Thiers avec les Communards : écraser ce mouvement, avant qu'il ne soit trop tard, avant que ce pouvoir populaire ne devienne réellement le pouvoir, avant que d'autres élections ne sanctionnent le basculement à gauche du pays tout entier.

Alors, l'armée est apparue comme un recours obligé. Obligé et relativement complaisant. Pas épurée de ses factieux, travaillée par l'influence ouverte ou occulte de l'extrême-droite (avec, en ciment, l'anticommunisme), cette armée chilienne sur la position

de laquelle nous nous interrogions lors de la crise précédente (voir TS du 4 juillet) semble avoir basculé dans sa majorité. C'est une armée de métier. Et pourtant, sa détermination froide — « s'il faut brûler le Chili et tuer 20.000 Chiliens pour sauver le pays du marxisme, nous le ferons », disent les militaires, et ils le font ! — est pire que toutes les sauvageries.

Il faut bien réfléchir sur ce qui se passe au Chili. Sur la possibilité ou non de transformer radicalement le régime en respectant la légalité, sur la nécessité de la violence, d'abord, c'est l'objet, entre autres, de l'édition.

Ensuite, sur le caractère inéluctable du fascisme comme réponse à un certain degré de tension sociale et sur les formes originales que tend à prendre ce fascisme dans le monde actuel. Les deux questions sont liées aux transformations du capitalisme mondial, de plus en plus dominé par la puissance des firmes multinationales, dont les stratégies mettent en jeu des intérêts dépassant largement les solidarités dites nationales. I.T.T., qui a certainement, comme dans le passé, joué un rôle non négligeable dans l'organisation du putsch, est le prototype de ces firmes. Or, les intérêts de ces firmes ne peuvent être menacés que par les tentatives réalisées par un peuple ou un ensemble de peuples, de définir vis-à-vis des richesses et du développement du pays une politique et une volonté autonomes. C'était le cas du Chili, où le processus révolutionnaire était engagé.

nous battre pour la vie

Mais il est plus probable que la résistance populaire restera (si elle ne triomphe pas, mais cela, aujourd'hui, ne paraît pas vraisemblable) très forte, deviendra sans doute clandestine et nécessitera une mise au pas de longue durée : alors la nuit de fascisme s'installera au Chili, pour longtemps.

Le capitalisme va jusqu'au bout de sa logique, lui : c'est l'assassinat. Peut-être, Allende, en mourant, et tous les autres, qui meurent en ce moment, l'ont-ils senti profondément et ont-ils voulu mourir pour que nous nous en souvenions.

Cruelle leçon, en vérité, qui nous laisse les poings serrés de rage : impuissante, comme l'autre soir sur le Champ-de-Mars où nous étions si nombreux. Car, si les différences économiques et sociologiques sont profondes, il ne faut pas se leurrer : le pouvoir ne se conquiert ni ne se garde dans la légalité bourgeoise. Et la lutte ou la guerre de classes existe. Sans merci.

Au Chili, désormais, et sous réserve d'un hypothétique renversement du cours des événements, comme au Brésil, en Bolivie, en Grèce, en Uruguay, en Iran, en Turquie, en Afrique, des régimes autoritaires et fascistes détiennent le pouvoir, pour protéger et conserver, chacun dans une sphère d'influence géographique, les intérêts des firmes multinationales, qui coexistent avec ceux d'une bourgeoisie attirée de l'étranger (**compradore**). Il



Tant que les bottes régneront à Santiago

La nouvelle légalité imposée par les travailleurs chiliens était une atteinte nouvelle à la loi capitaliste. Il fallait, dès lors, au capitalisme, défendre sa loi et en ce sens les militaires ont raison lorsqu'ils disent qu'ils veulent rétablir la légalité. C'est celle des trusts multinationaux, de la bourgeoisie chilienne.

Je me souviens, petit, qu'au guignol, le gendarme était une marionnette. Qui en tirait les fils ? Les militaires chiliens ont beau se pousser du col, ils ne sont rien d'autres que de sanglants pantins dont les maîtres tirent les fils. Qui, si la situation se « normalise » — un mot que l'on a, hélas, entendu ailleurs — remettra, dans un an et demi à deux ans (et peut-être même avant) le pouvoir à Frei pour qu'il reprenne sa politique pseudo-nationaliste qui n'a jamais satisfait que les Américains, soucieux de voir le Chili passer du stade archéo-capitaliste au stade capitaliste (réforme agraire, partielle, nationalisation du cuivre).

s'agit de régimes sans idéologie (on y chercherait en vain une référence au substrat idéologique nazi ou fasciste italien) sans base populaire ni tentation populiste, des fascismes « propres », de simples instruments, dociles, huilés, meurtriers. Exploitant, bien sûr, l'hystérie extrémiste de droite (*Patria y libertad* au Chili Escadron de la mort au Brésil) comme la peur du centre droit pour garantir des taux de profit extrêmement élevés (au Brésil, une croissance japonaise ; en Grèce, un taux d'expansion très élevé pour l'Europe occidentale ; l'Iran, qui vise un rang de cinquième puissance mondiale en 1980...).

De véritables paradis pour les investisseurs étrangers, sans grève, sans opposants. Ces régimes correspondent, en chirurgie, à la phase de l'anesthésie, cependant, paradoxalement douloureuse. Mortelle pour les libertés et les possibilités de développement autonome des pays en cause. Qui nous garantit qu'il n'en sera pas de même, ici, en France, un jour ?

000...»

N'est-ce pas le sens de l'éditorial de « La Nation » au lendemain de la mort du président Allende, comme celui des larmes de crocodile versées sur le sort de l'expérience chilienne par l'Aurore, le Figaro, France-Soir et tous les hommes de la majorité ?

Si les Français voulaient tenter une expérience comme au Chili, nous dit-on, ils prendraient alors leurs responsabilités ! Celles de se trouver, un jour, face aux tanks et aux canons de l'armée ? Et c'est certes une grande question que de nous demander si nous prendrions nos responsabilités, ce jour-là, comme les camarades chiliens le font en ce moment.

C'est une question que de se demander si le capital peut se contenter de Pompidou lorsqu'il suppose que nous sommes endormis, et ce qu'il choisira si nous nous réveillons ? Il n'y a pas si longtemps l'impérialisme, au Vietnam, au Cambodge, avait donné sa réponse : il massacrait des peuples déboué. Et, au fond, il n'est pas sûr qu'il ait gagné. Puissons-nous aider les camarades chiliens comme il se doit en ces moments tragiques, par exemple en obtenant du gouvernement français la condamnation du putsch, et retenir la leçon qu'ils contraignent l'impérialisme à nous donner. Lui, tue pour sa survie. A nous de nous battre pour la vie.

L'histoire ne se répète pas : elle bégaye. Un jour, nous lui ferons faire des phrases. Qui chanteront.

Daniel LENEGRE ■



Je ne suis pas un assassin

AINSI, non seulement Pinochet abat sa main de fer ensanglantée sur le peuple chilien, mais encore vient-il, par une incroyable complaisance « journalistique », des radios du capital, répandre ses mensonges éhontés jusqu'aux « nos » ondes. Bien joué, général-fasciste-assassin ! Maintenant, nos camarades chiliens peuvent crever dans l'indifférence de nos « informateurs » qui ont apaisé leur « conscience » puisque — d'ascendance française — le Pinochet a juré qu'il n'y eut pas cent morts au Chili ! Il n'en fallait pas davantage : le doute est semé ; le poison travaille.

Combien faudra-t-il de T.S., de P.H., de L'Libération, de Rouge, de Monde et de Nouvel Observateur aussi pour aller hurler dans chaque foyer l'ignominie de ce bourreau déclarant sans vergogne dans les transistors : « Je ne suis pas un assassin » ?

Il n'est pas un assassin, tout comme il a dit ne pas « aimer la politique ».

A Antofagasta aussi, le mois dernier, un pilote-instructeur de la base aérienne, m'avait dit : « Je ne fais pas de politique »...

— Ah oui ? Mais que pensez-vous de la situation ?

— Très mauvaise, très inquiétante. Le Chili n'est pas fait pour le marxisme. Le Chilien aime le bien-être, avoir un bon logement, bien vivre...

— En cas d'affrontement, vous seriez contre le peuple ?

— Le peuple, c'est tous les Chiliens, pas seulement la moitié de marxistes. Ici, il n'y a pas de basse classe ; il n'y a que l'aristocratie et les classes moyennes, les architectes, les avocats, les médecins, les employés...

— Et les ouvriers ?

— C'est aussi la classe moyenne. Ils sont de la race espagnole qui est restée très pure ici. C'est pas comme au Pérou. La classe basse, au Chili, c'est les Indiens et les métisses. Tenez, ici il y a une forte colonie allemande.

Eh bien ; elle est restée très pure et elle a montré qu'on pouvait développer le pays. Même chose pour les Américains : maintenant qu'ils sont partis, ça va mal dans le cuivre. C'est l'incompétence. Et tous ces gens du gouvernement et leurs amis qui se mettent des millions dans les poches ! Quelle société étrangère voudrait risquer son capital au Chili, par exemple, pour chercher du pétrole ?

— Mais les Américains, qu'ont-ils fait pour développer le pays ?

— Ils n'ont pas eu le temps, on les a chassés trop tôt !

— Votre position, elle est partagée par l'ensemble de votre base ?

— Absolument, et jusqu'aux officiers supérieurs !

— Vous ne faites toujours pas de politique ?

— Non, ce n'est pas de la politique ça !

Gérard BOREL ■

le terrain où la bourgeoisie peut gagner

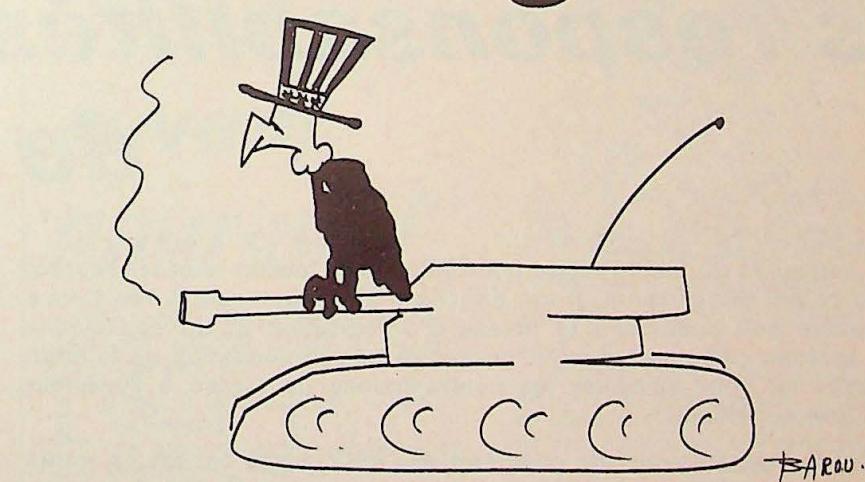
La bourgeoisie française est en train de gagner la bataille du Chili. Au début de l'expérience de l'Unité Populaire, elle s'emportait contre ce « régime marxiste » qui allait embastiller les libertés. Avec intelligence, elle s'aperçut rapidement que cette offensive échouerait sur l'admirable passion de la liberté pour laquelle Allende et tant d'autres camarades viennent de donner leur vie. Elle changea alors de cible, en direction des questions économiques. Depuis, une impressionnante campagne d'intoxication idéologique est menée sur le thème « le socialisme, c'est la ruine ». Les forces de gauche dans notre pays n'ont pas vu le danger redoutable que représente une telle assimilation dans l'esprit des Français. Il est urgent de redresser la barre et de rétablir la vérité sur l'économie chilienne.

AUGMENTATION des prix au rythme annuel de 300 % en 1973, pénurie de biens de consommation alimentaires, désordres dans l'appareil productif. Ah ! que la partie est belle pour nos superbes ministres ! la médecine socialiste est inadaptée aux sociétés libérales, concluent-ils. Eh bien parlons-en !

Le Chili de 1970 est un pays très contrasté. Les statistiques expliquent que son revenu moyen par habitant est de 600 dollars (plus de 3.000 en France). Cette moyenne est sensiblement supérieure à celle de la plupart des autres pays latino-américains. Mais, par définition, une moyenne recouvre des situations diverses ; et,

au Chili, entre un ouvrier agricole et un mineur du cuivre, il y a une différence considérable de niveau de vie. Autre contraste, celui de la production. Le Chili est presque monoproducteur de cuivre, ce minerai couvrant plus de 70 % des exportations, c'est-à-dire des entrées de devises étrangères. En dehors du cuivre, guère d'autres richesses premières.

Le Chili de 1970 est surtout un pays étroitement lié aux capitaux étrangers. Pour deux raisons. La première est que des secteurs entiers de l'appareil industriel, notamment la chimie et la métallurgie, sont détenus majoritairement par des capitaux étrangers. La seconde est que le Chili du prési-



dent démocrate Frei a largement recouru à des emprunts extérieurs et fait partie de tous ces pays du Tiers Monde qui sont obligés d'utiliser une grande fraction de leurs recettes d'exportation à rembourser leur dette étrangère.

première vérité

Enfin, le Chili de 1970 est un pays où sévit le chômage. Dans l'agriculture, les propriétaires des immenses domaines ont peu le souci de donner du travail à tous ; dans l'industrie, les intérêts étrangers cherchent d'abord la rentabilité. Au total, plus de 8 % de chômeurs.

A l'arrivée de l'Unité Populaire au pouvoir, l'équation économique chilienne aurait été insoluble si la crois-

sance globale des années précédentes avait été forte. Mais — et c'est un premier mensonge de la propagande bourgeoise — cette croissance était faible : 2,5 % par an.

Ainsi, la première vérité essentielle à rétablir est que la gauche chilienne trouve en 1970 une situation économique mauvaise à tous égards : chômage, faible croissance économique, fort endettement financier, dépendance de l'industrie vis à vis de l'étranger. Dans ces conditions, la relative stabilité monétaire (tout de même 30 % d'inflation par an !) que la droite monte en épingle, est un succès bien dérisoire : le Portugal aussi possède une monnaie stable depuis plusieurs siècles ; la stabilité monétaire est une réussite dans une période expansionniste mais n'est qu'un des éléments de l'échec dans une période de stagnation.

L'objectif du gouvernement populaire chilien est double : enrayer le chô-

mage et accroître la production pour améliorer le niveau de vie de la population. Dès 1971, les résultats obtenus sont remarquables. De 8 %, le chômage est tombé à 3 % de la population active, c'est-à-dire un taux proche de ceux que connaissent les pays développés, alors que la structure économique chilienne est celle des pays sous-développés. Mais, dans ses déclarations qui font jusqu'à présent état de réaction officielle de l'U.D.R. au putsch militaire, Alain Peyrefitte ignore qu'un pouvoir socialiste a fait du droit au travail une réalité concrète, dans une société économique archaïque à bien des égards. Ce dont il parle, c'est de la production et des prix. Un désastre à ce qu'il paraît. Examinons les choses de plus près.

nouvel éclairage

Au cours des premiers mois de 1971 — nous situons avec précision les étapes de l'évolution économique chilienne car c'est en embrouillant à plaisir les données du problème que les porte-parole de la bourgeoisie française parviennent à nous faire prendre les vessies pour des lanternes — le gouvernement Allende accorde des augmentations de salaires au taux moyen de 40 %. Outre l'amélioration immédiate du pouvoir d'achat, cette mesure a l'ambition d'amorcer un processus de développement que les économistes occidentaux connaissent bien : il s'agit d'accroître la demande économique de telle sorte que l'offre trouve des débouchés plus larges, en d'autres termes, que l'appareil de production puisse accélérer son rythme d'activité. Comme nous l'avons vu, celui-ci était modéré jusqu'en 1970 ; il existait donc des capacités productives inemployées en sorte que, pendant cette première année de la nouvelle politique, la production a bien répondu au coup d'accélérateur de la demande : 9 % d'augmentation en 1971 tandis que le rythme de l'inflation baissait de 30 à 20 %.

Fin 71, la situation économique est donc bonne et la droite, ne pouvant attaquer sur ce terrain, livre bataille sur celui des libertés. Un revirement complet s'amorce en 1972. En effet, après un an d'expansion fondée sur les ressources inemployées de l'appareil économique passé, il devient urgent d'investir si l'on veut que l'accroissement continu de la demande trouve un équivalent sur le marché, en dehors de quoi un déséquilibre serait créé qui ne pourrait mener qu'à la hausse des prix. Investir, tel est l'objectif vital que doit atteindre le Chili en cette année 1972. Mais comment ? Il n'est guère question d'exiger des travailleurs, qui ont vécu depuis toujours au niveau minimum, d'épargner (c'est-à-dire de soustraire à la consommation) une partie substantielle des augmentations de salaires qu'ils viennent de recevoir. D'ailleurs, le Chili est tellement habitué à ce que, par nécessité vitale, les travailleurs consomment tous leurs revenus, qu'il n'existe guère de circuit bancaire susceptible de drainer une éventuelle épargne populaire. Restent donc deux sources possibles d'épargne à investir : l'épargne des couches aisées de la population, et celle de l'étranger. Or ces deux sources ont été l'objet de ce qu'il faut bien appeler un sabotage : grève à l'épargne de la part de

la bourgeoisie, exportation de ses capitaux à l'étranger, ralentissement des crédits des Etats occidentaux, méfiance des entreprises privées étrangères et suspension des prêts de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.) où la pression américaine est prépondérante. Voici donc un pays qui ne pouvait plus investir, autrement que par les circuits du budget public et des entreprises nationalisées et qui devait continuer de rembourser les dettes extérieures de ses prédecesseurs sans recevoir de nouveaux crédits. Financièrement, c'était l'impassé, c'est-à-dire, à partir du second trimestre de 1972, la répercussion directe des hausses de revenus sur le niveau des prix. Mais le moins que l'on puisse dire est que les causes de cette impasse jettent un nouvel éclairage sur le slogan bourgeois « le socialisme c'est la ruine ».

trois exemples

Ce n'est pas tout. En plus de ce sabotage financier, la droite chilienne et le capitalisme international ont mené de concert un complot économique. Trois exemples : le cuivre, l'agriculture et les grèves.

Quand un minéral représente 70 % des rentrées financières extérieures, l'évolution de son cours sur les marchés mondiaux, est un des baromètres les plus importants de l'économie. Deux chiffres valent ici mieux que de longs discours : en 1970, le cuivre valait 60 cents la livre ; en 1973, il en valait 45, soit une baisse de 25 %. Pendant ce temps, de nombreux autres minéraux connaissaient une hausse rapide que des experts occidentaux accusent d'ailleurs d'être une des causes de l'inflation capitaliste.

Sans entrer dans ce débat, il faut noter la curieuse coïncidence qui veut que le cuivre fasse justement exception en cette période. D'autant plus curieux que les Etats-Unis ont été jusqu'à jeter sur le marché une partie de ce qu'ils considéraient auparavant comme leur stock stratégique de cuivre. Le prétexte avancé fut que la fin de la guerre du Vietnam permettait de réduire les immobilisations stratégiques du minéral. Mais alors, pourquoi les autres minéraux que détiennent les Etats-Unis n'ont pas subi la même évolution ? Inutile de chercher une réponse économique à cette question. En enregistrant une hausse sensible du cours du cuivre, le lendemain de la mort d'Allende, la bourse de New-York a répondu à notre place : le capital sait reconnaître les siens.

L'exemple agricole n'appelle pas non plus de longs débats. Il suffit de connaître l'opposition acharnée que les grands propriétaires ont organisée contre l'extension de la réforme agricole commencée timidement sous le régime précédent et le sabotage de l'élevage chilien matérialisé par le transfert d'une partie du troupeau de l'autre côté de la frontière avec l'Argentine. Après cela, que toutes les bourgeoisies du monde ne viennent pas périr sur la grandeur de la nation et l'honneur de la patrie. Parmi tant d'autres choses, le Chili d'Allende nous aura appris qu'un pays n'appartient pas à ceux qui le possèdent mais à ceux qui souffrent pour le construire.

Dernier exemple, les grèves. Qui a mené des grèves dirigées, directe-



Chuquicamata travaille, le Chili vaincra...

les responsabilités de la gauche funèbre

Les nouvelles du Chili restent contradictoires, faisant alterner l'espoir et la colère impuissante. Il est difficile d'envisager que la résistance populaire soit anéantie : le niveau d'organisation et de conscience des masses chiliennes devrait permettre une prolongation de la lutte, laquelle ne peut qu'aviver les contradictions de classe à l'intérieur de l'armée chilienne.

Cependant, force est de constater que les masses ont été en partie surprises par l'événement pourtant redouté de tous. Rechercher pourquoi, est un problème qui concerne tout le mouvement ouvrier et ce n'est pas faire injure aux militants communistes chiliens et à leurs dirigeants qui sont dans la lutte, que de poser avec eux la question des conditions nécessaires à un affrontement armé quand celui-ci semble inévitable : c'est en ce sens que l'article de Jean Verger apparaît comme une approche qui concerne l'avenir des travailleurs chiliens et aussi le nôtre.

Le débat devra continuer en harmonie avec l'action unitaire, comme nos camarades chiliens de toutes les organisations ont pu le faire, au bénéfice de tout le mouvement ouvrier chilien. Souhaitons en même temps que ce débat aide à éclairer les luttes qui nous attendent. L'internationalisme prolétarien c'est aussi cela.

ETIENNE FAJON revenait il y a trois semaines du Chili et une partie de son article dans *l'Humanité* était consacrée à attaquer les gauchistes chiliens qui, selon lui, favorisaient les aventures de la droite.

C'est un schéma classique, entendu depuis longtemps : les révolutionnaires, par leurs actions extrémistes, déclenchent la réaction inverse ; ainsi

la terreur blanche serait secrétée par la terreur rouge, le fascisme et le nazisme par l'action révolutionnaire des communistes italiens et allemands dans les années vingt, et les réactions violentes de la droite au Chili, par les initiatives du MIR.

Après le putsch militaire, Etienne Fajon, dans *l'Humanité* du 13 septembre, oublie les attaques qu'il lançait contre les gauchistes chiliens. Nous

ne pouvons évidemment qu'applaudir Mais pourquoi ne pas vouloir tirer sérieusement les leçons des événements tragiques chiliens ?

Suffit-il en effet de montrer que la liberté a été bafouée par les ennemis des travailleurs et que les réactionnaires français de tous poils qui versent aujourd'hui une larme de crocodile sur la mort du président Allende, sont en fait et en parole solidaires de ses assassins ?

raison ou tort

Suffit-il également d'affirmer comme le fait Fajon que « le drame chilien confirme, par ailleurs, pour nous, la justesse de notre orientation fondamentale maintes fois exposée, depuis le Manifeste de Champigny, jusqu'à notre XX^e Congrès : les partis de gauche, pour promouvoir et mettre en œuvre leur programme commun, doivent s'assurer le soutien actif et persévérent de la masse immense des travailleurs, de toutes les victimes des monopoles, c'est-à-dire de la grande majorité des Français... ?

Si cette phrase s'applique au Chili, cela semblerait vouloir dire que le

putsch fasciste a été possible parce que l'unité populaire au Chili, partie il y a trois ans d'un électoral de 36 %, puis 44 % en mars dernier, ne s'appuyait pas sur la « grande majorité » des électeurs. Mais il est vrai que la très grande majorité des travailleurs chiliens soutenait l'Unité populaire. Mais peut-être faut-il voir dans la politique du P.C. chilien qui a recherché sans arrêt, par des négociations d'appareil avec la démocratie chrétienne, et avec l'état-major militaire, les causes essentielles des atterrissements qui ont pris de court la classe ouvrière et l'Unité populaire ?

Si, comme il apparaît, la phrase de Fajon s'applique uniquement à la France, elle semble tout de même incomplète : en effet, dans le programme commun et dans la dynamique qu'il appelle, il n'y a pas l'ombre d'un début de moyens envisagés pour faire obstacle au sabotage économique, politique, sans parler de l'aspect policier et militaire, des forces réactionnaires, en cas de victoire électorale.

C'est une vieille polémique qui ressort, mais qui s'éclaire singulièrement à la lueur funèbre qui nous vient du Chili. C'est en effet à partir du moment où les masses chiliennes, mises en mouvement par la victoire de l'Unité populaire, ont débordé leur direction et commencé à mettre en cause les bases traditionnelles de l'Etat

ment ou non, contre le régime ? les travailleurs ? oui, en partie, et il faut être clair sur ce point. Les ouvriers des mines de cuivre, depuis longtemps surpayés par rapport au niveau de rémunération moyen des autres travailleurs chiliens, ont mené une grève parfaitement poujadiste. Réclamant des augmentations massives alors qu'ils étaient déjà largement privilégiés, refusant la conversion de leurs salaires en escudos chiliens alors qu'ils étaient payés en dollars, ils portent une lourde responsabilité dans l'issue tragique de la lutte du peuple chilien.

mano en la mano

Toutes les autres grèves ont été menées par la petite, la moyenne ou la grande bourgeoisie : médecins, commerçants, patrons des petites entreprises de transports routiers. En ce qui concerne cette dernière grève qui, compte tenu de la configuration géographique du Chili a entraîné de graves désordres dans les circuits de distribution des biens de consommation courante, les choses ne sont pas très claires. Chacun se demande aujourd'hui comment ces entreprises de transport ont pu tenir financièrement aussi longtemps. L'histoire dira sans doute, ce qu'il n'est pas possible d'affirmer aujourd'hui faute de preuves indubitables, que la C.I.A. n'a pas été absente du financement de la grève.

Alors, échec économique et financier du gouvernement d'Unité populaire ? Non. Sabotage systématique, spéculation effrénée de toutes les bourgeoisies, du Chili, des Etats-Unis et d'ailleurs, dans un ignoble *mano en la mano* désormais scellé par le sang. Il ne faut pas laisser dire à la droite française que l'armée chilienne est intervenue pour sauver le Chili de la faillite. Inlassablement, il faut démontrer — c'est facile — qu'Allende et son peuple ont été les victimes d'une conspiration du capital national et international que les travailleurs français ne laisseront pas se reproduire impunément.

Jacques GALLUS ■

bourgeois, que la réaction fasciste, avec la bénédiction et les dollars de Nixon, a frappé.

Alors, il faut être clair : ou bien les masses chiliennes devant le sabotage économique de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, ont eu raison de commencer à prendre en main leurs affaires (comités d'approvisionnement populaires, commandos populaires) et les militants révolutionnaires, de commencer un travail d'autodéfense, ou bien ils ont eu tort.

On aimera qu'Etienne Fajon précise à nouveau sa pensée sur ce sujet, car cela pourrait utilement éclairer les travailleurs non seulement sur ce qui vient de se passer au Chili, mais sur les chances ou pas, les garanties et les moyens ou pas, de passer en France, du capitalisme au socialisme.

Jean VERGER ■

SOLIDARITÉ

● Un Comité de Soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien s'est constitué pour assurer une information digne de ce nom, favoriser la création de comités de base et centraliser les différentes formes concrètes de solidarité (médicaments, secours aux emprisonnés, etc.)

UN SOUTIEN FINANCIER IMMÉDIAT S'IMPOSE.

Contacts et fonds au comité : 94, rue N.-D.-des-Champs, Paris 75006 (T. 325-00-09) - C.C.P. : CEDETIM 17 545 16 « Solidarité Chili », ou chèque bancaire : CEDETIM « Chili ».

amphithéâtre Allende : qui met en péril les droits de l'homme ?

Le Forum d'Orléans du week-end dernier, sur le thème « Les droits de l'homme en péril », n'a pas été une simple manifestation académique : il a permis, concrètement, à des militants engagés dans des luttes diverses de confronter leurs expériences et d'avancer dans la voie de l'unification de leurs combats contre un seul et même ennemi, le capitalisme.

PUS de 500 militants, engagés dans divers secteurs de lutte (prisons, censure, armée, immigrés, minorités nationales, DOM-TOM, etc.) se sont retrouvés à Orléans, à l'initiative de plusieurs groupements protestants et catholiques de gauche : Christianisme Social, Groupes TC, etc. Collaborent à ce forum, par des stands d'exposition ou la présence de délégués, un très grand nombre d'associations, de mouvements et de partis politiques (parmi lesquels le GISTI, Choisir, la Ligue des Droits de l'Homme, le PS, le PSU, Objectif Socialiste, etc.) qui donnaient à ce rassemblement sur « les droits de l'homme en péril » un caractère de large dialogue et de confrontation entre des gens qui, en France surtout, luttent sur des fronts divers, dans le même sens : pour le respect des droits concrets de chaque homme, mis en péril par les structures d'un mode de production capitaliste, d'une idéologie et d'une classe bourgeoises.

droits effectifs de masses humaines entières que le Forum a voulu s'attaquer.

Mort au droit bourgeois, qui prive celui qui n'a ni l'argent, ni la propriété, ni la suffisance. « Place au droit de tout homme à la révélation historique de sa solidarité » : les masses, en réalisant la révolution, peuvent assurer l'éclatement des « enfermements » et des « hiérarchies », des « secrets » qui, selon J.-J. de Felice, constituent l'essentiel de l'oppression. « Il nous faut revendiquer les droits vivants et vécus, ceux qui ne peuvent qu'aller vers un autre pouvoir. »

Droit de la femme à choisir le nombre d'enfants qu'elle veut. Droit de l'immigré à être délégué syndical. Droit de l'habitant des « derniers confettis de l'Empire » à l'auto-détermina-

tion. Droit du marginal à l'expression. Droit du jeune à l'objection de conscience politique...

Au-delà de la prise de parole et de l'échange d'informations, des propositions d'action ont été faites, des liens créés.

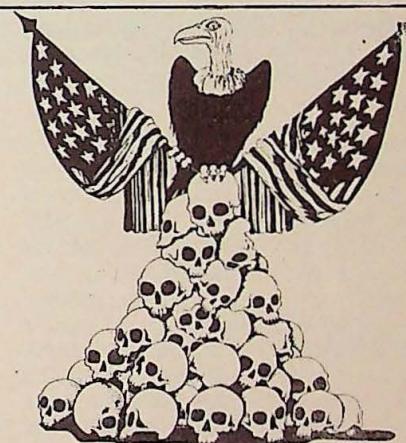
Des actes ont été posés, ensemble, avec les amis du Chili présents : les participants n'ont pas voulu se séparer avant d'avoir voté une motion condamnant le putsch militaire et d'être allé la déposer à la préfecture d'Orléans au cours d'un sit-in.

un objectif

Orléans, un pari réussi. Le combat continue. Chacun en est bien persuadé : un mouvement de fond se développe. L'action politique de contestation du capitalisme se diversifie. Le temps est venu de proposer à ces milliers d'hommes et de femmes qui bougent en France pour changer la vie et la société, un objectif, encore imprécis pour beaucoup : un socialisme d'autogestion. Pour que les hommes et les femmes vivent vraiment « libres et égaux en droit ».

Jean CORDAT ■

USA
“Eux
savent
pourquoi”



NEW YORK, 12 SEPTEMBRE, 20 HEURES (DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER). —

ORSQUE Jack Anderson, le célèbre éditorialiste du Washington Post, est entré dans la petite salle où une vingtaine de journalistes l'attendaient pour une conférence de presse improvisée avant un débat qu'il devait tenir devant 4 à 5 000 étudiants de l'Université de l'Etat de New York, la première question a été franche et directe : « M. Anderson, vous êtes le premier journaliste à avoir dénoncé le complot d'ITT et de la CIA contre le régime du Dr Allende. Pensez-vous que les Etats-Unis soient impliqués dans le coup d'Etat intervenu au Chili hier ? »

La réponse n'a pas été moins claire : « Pour autant que je sache et d'après les rapports spéciaux auxquels j'ai pu avoir accès, le gouvernement des Etats-Unis n'a pas appuyé ceux qui ont renversé le président Chilien. »

« Pour autant que je sache... » Car il ajoute aussitôt que le Pentagone a continué d'approvisionner l'armée chilienne en avions et en chars, et qu'aux officiels du Département d'Etat qui s'inquiétaient de ces livraisons à un gouvernement jugé hostile aux Etats-Unis, il faisait valoir que les généraux de l'armée de l'air et des blindés étaient anti-gouvernementaux et que cela ne pouvait que renforcer leur position. J. Anderson ajoute qu'il est fort probable que ces matériels ont été utilisés

EL IMPERIALISMO se asienta en la explotación y la muerte de los pueblos.

dans l'attaque du palais de La Moneda mardi.

La presse américaine, à l'exception de quelques rares journaux, avait cessé de parler du Chili depuis quelques semaines. Aujourd'hui, elle reste prudente dans ses commentaires sur le coup d'Etat, se cantonnant à décrire les événements. La description apocalyptique de la situation économique et sociale tend pourtant à faire apparaître le putsch comme regrettable, dans la mesure où le président avait été légalement élu, mais inévitable. Partout est mise en valeur la déclaration de la junte qui prétend vouloir « Libérer le Chili du joug marxiste ».

Il est très significatif que le commentaire le plus fouillé et le plus détaillé aujourd'hui soit celui du quotidien financier le Wall Street Journal, qui donne le ton d'un soulagement réservé et qui prend soin de préciser qu'on est loin de voir la fin du processus engagé par le renversement du président Allende.

Peu de réactions, par ailleurs. Même les étudiants sont restés absolument passifs, certains n'étant même pas au courant. Sur un campus où chacun vaquait normalement à ses occupations, un militant révolutionnaire (qui tentait désespérément de rassembler quelques étudiants) m'a dit, répondant par avance à Jack Anderson : « Même si on ne sait pas pourquoi, il faut dire que c'est la CIA. Eux savent pourquoi... »

J.-F. M. ■

Lip à l'heure du Chili

La huitième séance d'Arc et Senans n'a toujours pas permis d'avancer dans la solution du conflit Lip. Une nouvelle fois, M. Giraud s'est présenté devant les syndicats en industriel, avançant des solutions industrielles à un conflit de plus de cinq mois qui doit indiscutablement se régler à un autre niveau que celui de la rentabilité optimale. Une nouvelle fois, les syndicats ont fait preuve de leur désir de négocier en proposant un certain nombre de solutions techniques au seul interlocuteur qu'ils aient jamais trouvé devant eux. Les tergiversations d'Arc et Senans démontrent une fois de plus que c'est la lutte des Lip et la solidarité agissante de tous les travailleurs qui peuvent, seules, amener le pouvoir à composition. Nous serons tous, le 29 septembre, à Besançon.

POUR justifier leur intervention, les militaires ont dit que la situation économique du pays ne pouvait plus durer. Et toute la droite, en France, a repris cette argumentation : c'est parce que la situation était devenue catastrophique que le putsch militaire a eu lieu. On oublie tout simplement de dire que tout avait été fait, pendant trois ans, pour provoquer cette situation, pour saboter l'économie chilienne, pour tuer l'expérience de l'Unité Populaire. Nous savons bien, nous, chez LIP, comment on s'y prend pour amener une entreprise aux bords de la faillite — et prétendre ensuite qu'elle n'est pas rentable, et qu'il faut la liquider.

Sur une échelle bien différente, c'est la même chose qui s'est produite au Chili. A l'heure où se déroule là-bas, un véritable massacre ; à l'heure où le fascisme s'installe dans le sang et la terreur au Chili, nous devons dire, nous, travailleurs de Lip, que nous sommes solidaires des travailleurs chiliens !

Charles Piaget vient de conclure l'assemblée générale de ce jeudi matin. Les applaudissements vont être particulièrement nourris et prolongés. C'est un signe : je me souviens de cette autre assemblée générale, aux tous débuts du conflit, où les mêmes applaudissements saluaient la lecture d'un télégramme de soutien qui disait à peu près ceci : « Bravo. Ne mêlez pas la politique à votre lutte, et vous aurez la France toute entière avec vous ! »

la meilleure aide

Quatre mois ont passé depuis. Et il n'est sans doute plus un travailleur de Lip qui ne fait le lien entre ce qu'il vit — pour la défense de son emploi — et « la politique ». Le conflit a provoqué bien des prises de conscience, décillé bien des yeux : la complicité du gouvernement et du patronat, la puissance des firmes multinationales qui imposent leur loi aux Etats, le non-respect par la bourgeoisie de sa propre légalité, le mépris dans lequel on tient les travailleurs, leurs aspirations, leurs droits les plus légitimes. Tout est politique, et les Lip le savent bien aujourd'hui. Et Santiago, ce matin-là, était naturellement tout proche de Pâlente.

Le Chili. C'est peu de dire que tout le monde y pense, cette semaine, à Besançon. Combien sommes-nous dans le petit monde qui gravite autour de Lip - Jean Zay — ouvriers, militants syndicaux et politiques, journalistes — à serrer les poings, à rager de notre impuissance, de notre éloignement...

Combien à rêver aussi de ce qu'aurait pu faire une France socialiste pour aider nos camarades chiliens dans leur combat contre l'impérialisme et la réaction bourgeoise ?

De Pékin, Pompidou envoie ses condoléances à la veuve d'Allende. Mais pas un mot, pas un geste pour condamner le forfait des militaires. Dès que ce sera possible, dès que l'émotion sera un peu retombée, ne nous y trompons pas, ce gouvernement que nous récusons reconnaîtra le pouvoir de la junte avant de passer avec elle des contrats d'armement. Comme avec la Grèce ou le Brésil.

Ne nous y trompons pas non plus : la meilleure façon d'aider tous ceux — les Chiliens et les autres — qui, à travers le monde se battent contre l'impérialisme, c'est de continuer à combattre chez nous, sur notre terrains. Et à y remporter la victoire.

**

Et le combat, en ce moment, passe par Lip. Et l'on peut dire que, à Besançon, la situation s'est singulièrement éclaircie.

Tous les doutes sur la personnalité et la mission du sieur Giraud sont maintenant levés. Et par le sieur Giraud lui-même : « J'ai été — a-t-il déclaré à la presse — chargé initialement de monter une nouvelle société horlogère. Par la suite, on m'a confié un rôle de coordinateur avec les au-



La Mutualité, 18 septembre : 5.000 personnes enthousiastes venues saluer et soutenir les travailleurs en lutte : Lip, Larzac, Péchiney, Cerizay... Ici, de Lip à Pil, Michel Rocard, Colette Pelletier et Charles Piaget.

tres branches (machines-outils, armement). Rien de plus. Je ne suis pas un médiateur. Il n'y a pas de médiateur dans cette affaire... »

Pardi ! C'est ce que nous ne cessons de répéter : M. Giraud est un industriel, qui agit pour son propre compte, et entend bien faire du profit avec Lip. Il reconnaît d'ailleurs lui-même que, au récent Salon des Horlogers, « les commandes ont été bien supérieures à ce qu'elles avaient été l'an dernier ». Et que, à n'en pas douter, « la promotion publicitaire gratuite qui a été faite tout au long du conflit sur la marque Lip y est pour beaucoup ».

écran de fumée

Ce qui, dans un même temps, ne l'empêche pas d'annoncer tranquillement que, « pour des raisons de rentabilité, il n'est pas possible de descendre au-dessous du nombre de 334 licenciements ». Et que, de toute façon — et c'est là directement le C.N.P.F. qui s'exprime par sa bouche — « il ne saurait être question de donner une prime à l'illégalité » en cédant aux syndicats sur leur revendication fondamentale : « non aux licenciements ».

Les choses sont donc on ne peut plus claires. Dans ce conflit qui les oppose au Gouvernement et au Patronat depuis plus de cinq mois, les Lip n'ont toujours pas d'interlocuteur valable. Les discussions d'Arc et Se-

nans n'ont de négociations que le nom. Elles servent d'écran de fumée aux manœuvres du pouvoir pour casser le conflit par le pourrissement (on joue sur la fatigue et le découragement des travailleurs en lutte) et l'intimidation (blockage du compte bancaire de solidarité — menaces de liquidation de l'entreprise — suppression de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales — poursuites judiciaires et intimidation policière constante, etc...)

Cela signifie donc que ces messieurs du Gouvernement et de la rue Pierre-l'-de-Serbie n'ont pas encore compris, et qu'il faut les aider à comprendre : en clair, qu'il faut encore et toujours durcir le rapport de forces, jeter dans la balance tout le poids de la solidarité agissante des travailleurs de tout le pays.

Le renforcement de la solidarité, cela s'exprime par des initiatives locales de tous les militants, par la multiplication des prises de parole, des meetings, des débrayages, des manifestations de soutien. Nous rappelons à cet égard l'existence d'un précieux matériel de popularisation (films, diques, photos, cassettes, bulletins Lip-Unité) mis au point par les travailleurs de Lip eux-mêmes et que l'on peut commander directement à Lip - Jean-Zay.

Cela s'exprime aussi et prioritairement, par l'appel et la participation du plus grand nombre possible de travailleurs à la marche sur Besançon, fixée par les Lip au 29 septembre, et qui doit être un mouvement national de grande ampleur destiné à obliger le Gouvernement à enfin négocier véritablement.

On ne peut à cet égard que s'étonner de certaines réticences et d'évidentes timidités. On ne peut que s'interroger après la prise de position du maire — socialiste — de Besançon, M. Minjoz, qui demande aux Lip de renoncer à leur projet, après avoir tenté de les faire déménager du gymnase Jean-Zay. Que M. Minjoz, maire, soit soumis à de fortes pressions, on le conçoit fort bien. Que M. Minjoz, socialiste, ne sente pas derrière lui le poids et le soutien solide de son parti, on le conçoit plus difficilement : on ne peut croire sérieusement que le Parti Socialiste ait jugé en avoir assez fait après la vente de quelques montres à son congrès de Grenoble...

à titre d'exemple

Depuis plus de quatre mois, la lutte des travailleurs de Lip est un défi permanent aux capitalistes du monde entier !

Depuis plus de quatre mois, ils portent en eux l'espoir de la classe ouvrière. En maintenant pour mot d'ordre « non aux licenciements, non au démantèlement », ils refusent toute solution de compromis. En s'organisant eux-mêmes pour travailler et vivre quotidiennement dans l'usine, ils ont montré qu'une autre voie était possible et envisageable concrètement.

La seule réponse claire du gouvernement jusqu'à ce jour a été l'occupation violente de l'usine par les « forces de l'ordre ». Les négociations entamées entre Giraud, représentant gouvernemental et les travailleurs de Lip, sont l'objet d'une vaste campagne d'intoxication de la part de la presse et des radios bourgeois. Tous ces commentaires se rejoignent pour dire que la solution finale est proche et que les propositions gouvernementales sont intéressantes pour les travailleurs de Lip. C'est faux !

Qu'en est-il exactement ? Si en effet Giraud a quelque peu reculé sur la question du démantèlement

aucune proposition sérieuse à ce jour n'a été faite sur les 350 licenciements prévus.

La lutte des travailleurs de Lip est un exemple. Mais il ne s'agit pas de la regarder béatement en applaudissant.

A Besançon, les travailleurs de Lip, ont fait tout leur possible pour faire céder le gouvernement. Aujourd'hui, c'est à l'ensemble de la classe ouvrière et de ses organisations de prendre en charge dès maintenant la défense massive de nos camarades. Hier, à Paris, ce sont des centaines de délégations ouvrières qui sont venues accueillir les travailleurs de Lip. Aujourd'hui, l'assemblée générale des ouvriers de Lip appelle à une marche nationale sur Besançon le 29 septembre.

Le syndicat C.G.T. hospitalier de Dreux répond positivement à cet appel et se déclare prêt à lancer toutes ses forces dans la bataille pour la réussite d'une telle initiative.

A ce communiqué, vient s'ajouter un télégramme envoyé par la section C.G.T. des hospitaliers aux travailleurs de Lip leur assurant notre entier engagement dans la lutte.

LE SYNDICAT C.G.T. DES HOSPITALIERS DE DREUX ■

Bernard LANGLOIS ■

Tribune Socialiste — 12 septembre 1973

tribune socialiste



le mouvement lycéen n'est pas mort!



A.F.P.

400 000 jeunes dans la rue le 22 mars à Paris et dans toute la France. Un formidable mouvement qui secoue le pays tout entier. Dans les lycées, on pratique la démocratie directe au sein des comités contre la loi Debré qui prennent en charge l'organisation de la lutte. Une prise de conscience s'effectue aussi dans les C.E.T. On cherche à briser l'isolement, à attirer l'attention de l'opinion sur les C.E.T., véritables machines à fabriquer de bons ouvriers disciplinés.

Contre la loi Debré, contre la répression forte et de plus en plus précise et contre la sélection qui s'exerce de plus en plus, la jeunesse tout entière a forgé une riposte de masse et il a fallu que le gouvernement mette en jeu un arsenal sans précédent de mesures répressives pour maîtriser — pour un moment — le mouvement. Il a dû faire jouer, entre autre, sa police, il a dû fermer les bahuts et procéder à l'ignoble chantage à la suppression des allocations familiales.

A travers cette lutte, les jeunes ont été amenés à remettre en question le contenu de l'enseignement qu'on leur inculque. Beaucoup ont compris que cet enseignement n'est pas neutre, mais parfaitement adapté aux besoins de l'Etat bourgeois. Pour raffermir sa domination, la bourgeoisie a besoin d'un enseignement aux ordres qui inculque aux jeunes les valeurs permettant leur asservissement futur. Il s'agit de fabriquer de bons ouvriers, de bons employés et aussi de bons cadres obéissant au doigt et à l'œil des patrons. C'est cela l'objectif de la bourgeoisie et pour le mener à bien, elle n'a pas hésité à accentuer la nature de classe de son enseignement et à accroître aussi son dispositif de sélection (loi Debré et D.E.U.G.)

Les jeunes, eux, ont refusé de cautionner cette politique. Par le mouvement de mars-avril, ils ont montré qu'ils étaient une force avec laquelle il fallait compter et qu'ils ne se laissaient pas berner facilement. La bour-

goisie l'a compris et a dû reculer, mais n'en a pas pour autant révisé sa politique de formation. L'avenir nous prépare encore des luttes dures, telles que celles que nous connaissons depuis un certain temps (Guiot, circulaire Guichard, affaire Mercier, lutte contre la Loi Debré).

Pour que ces luttes soient plus fortes et le mouvement à venir plus important encore, développons les liaisons C.E.T.-lycéens, jeunes travailleurs-étudiants, la lutte contre l'armée du capital et les diverses formes de répression, notamment sexuelle.

Appuyons la lutte des enseignants contre l'auxiliaire et battons-nous pour une formation sous contrôle populaire.

Le mouvement de mars-avril n'était qu'un début.

Continuons le combat !

Collectif Lycéen PSU ■



- mon général, pourquoi la loi Debré ?

XXX. : Actuellement, notre jeunesse se pervertit, les jeunes n'honorent plus la patrie comme avant, ils ne respectent plus l'autorité, la discipline et le travail... en plus avec la drogue et le sexe... où allons-nous ? Maintenant, heureusement, la loi Debré — encore qu'elle soit bien tolérante — va remettre de l'ordre dans tout cela.

T.S. — Alors, comment expliquez-vous que les jeunes se soient révoltés de cette façon ?

XXX. : Les jeunes ont perdu la foi dans certaines valeurs traditionnelles.

T.S. : Alors, si je vous comprends bien, la jeunesse traverse une crise de foi — voyez-vous un remède à cette épidémie ?

XXX. : Il faut bien voir que le mal est profond, soigneusement entretenu d'ailleurs, par certains énergumènes de nationalités douteuses.

T.S. : Pensez-vous que la loi Debré puisse être vraiment efficace ?

XXX. : La jeunesse qui est la fleur de

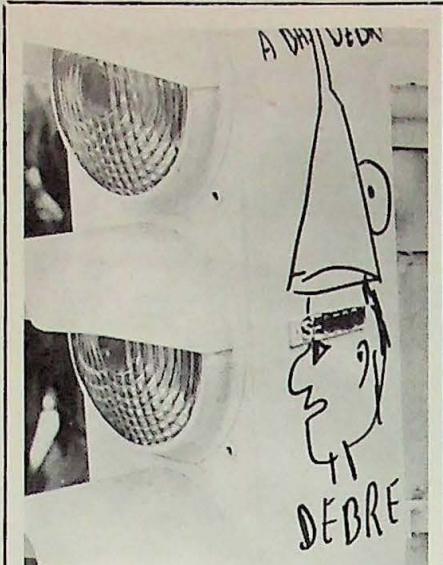
notre patrie, l'héritage de la culture française, doit reprendre le droit chemin, doit quitter les ornières du gauchisme, du communisme, doit se garder du danger marxiste qui la guette et c'est notre devoir d'adulte et de soldat de l'y aider. C'est dans un cadre fort et sécurisant, l'armée qui purifie les âmes et les corps par son ambiance saine et virile qu'elle pourra s'épanouir loin de tous les dangers. Dans notre société qui a perdu le sens de la discipline, elle pourra rendre à l'élite le sens du commandement, aux autres le sens de la discipline.

T.S. : Ne pensez-vous pas que le mouvement de la jeunesse a remis en cause la loi Debré ?

XXX. : Hein ? quoi ? pour quel journal travaillez-vous au juste ?

T.S. : Tribune Socialiste, le journal du P.S.U.

Nous ne pouvons décentement pas communiquer le reste de l'entretien...



la vague

La mobilisation lycéenne contre la Loi Debré de mars-avril est riche d'enseignements à plus d'un titre. Sa soudaineté a surpris : ni la droite, ni la gauche liée par le programme commun ne s'y attendaient. L'élan et la créativité de la jeunesse renverront bien des programmes et bien des analyses.

La vague qui pendant trois semaines déferla sur la France fut d'une ampleur gigantesque : plusieurs dizaines de milliers de lycéens dans la rue le 22 mars (un anniversaire) et le 2 avril. Toute la jeunesse se mobilisa, depuis les lycéens jusqu'aux jeunes travailleurs, en passant par les élèves de l'enseignement technique. Le mouvement fut massif et unitaire (malgré les tentatives de division faites par certaines directions de partis !).

Les formes du mouvement furent très originales et nouvelles pour la jeunesse. Il a régné pendant trois semaines, dans les lycées, les CET, les collèges, une véritable démocratie. Les comités contre la loi Debré, coordonnés aux niveaux fédéral, régional et national, ont fonctionné totalement pour lutter contre le chantage aux examens. Dans certains lycées, des contre-cours furent organisés — expérience du reste pédagogiquement fort intéressante.

Une campagne d'explications auprès de la population fut organisée le 25 mars. Malgré l'interdiction de manifester, les lycéens, par leur organisation et leur sens des responsabilités, ont prouvé qu'il était possible d'aller de l'avant.

Ce mouvement, qui a touché tous les établissements de France par son ampleur et ses diverses formes, a accru la politisation, la mobilisation et la conscience de toute la jeunesse. Il a permis, après les élections, d'axer l'action sur les luttes populaires. Il a fait voir la force que peut avoir la jeunesse contre l'état bourgeois.

stage école

Un stage « école » réunissant des militants lycéens et étudiants PSU venus de toutes les régions de France, a eu lieu à Lanslebourg, en Savoie, du 4 au 11 septembre.

Nous avons tiré un bilan des luttes passées : Guiot, Marcellin, Loi Debré, D.E.U.G., lutte des C.E.T., jugées plutôt positives pour la politisation des lycéens.

Ensuite, plusieurs analyses sur la place des étudiants dans la lutte des classes et sur leur devenir social ont été faites et ont donné comme conclusion que la grande majorité des étudiants seront exploités. Si une prise de conscience s'opère chez eux, il est probable qu'ils ne se battront plus seulement pour leur propre privilège (sursis militaire), mais aux côtés des ouvriers et des futurs ouvriers (élèves du C.E.T.).

Nous avons dénoncé l'esprit de sélection de l'enseignement (loi Debré pour les lycéens, D.E.U.G. pour les universités qui se met ainsi au service du patronat pour satisfaire ses besoins actuels de techniciens diplômés).

Quant à la « participation » telle que nous l'imposent le pouvoir, nous lui disons « non » et prônons l'abstention pour l'élection de délégués « bidon ».

Nous avons réaffirmé notre volonté de contrôle populaire sur la formation.

Ce stage a permis à une grande partie des militants de mettre en commun leur expérience de lutte.

pour un co sur le

Il semble un fait admis que les lycéens et les étudiants ne peuvent être que des alliés de la classe ouvrière dans sa lutte pour le Socialisme ; rarement on a tenté de dire sur quoi, aujourd'hui, cette sorte de postulat pouvait précisément s'appuyer.

En un mot une grande partie des lycéens et des étudiants ont-ils un intérêt objectif à se situer dans le camp des travailleurs en lutte ?

Qu'est-ce que la formation — scolaire et professionnelle — dans un système capitaliste ? Il s'agit pour la bourgeoisie, dans sa recherche du profit maximum, que les besoins sans cesse accrus de main-d'œuvre formée pour les nécessités toujours nouvelles de l'économie d'une part, soient satisfaits et, d'autre part, qu'ils le soient au moindre coût : en plus elle doit faire en sorte que ce soit ses enfants qui restent et deviennent bourgeois et que ce soient les enfants des travailleurs qui restent et deviennent prolétaires.

les besoins du patronat

Pendant longtemps le système de formation — qui n'est pas seulement l'école mais aussi parfois l'entreprise — a d'une part, pourvu la bourgeoisie d'une force de travail qui devait essentiellement savoir lire, écrire et compter et d'autre part, a assuré la reproduction d'une élite restreinte composée surtout de ses fils, pour assurer en gros les fonctions de commandement et d'encadrement. D'où deux réseaux de scolarité.

L'accélération du développement des forces productives et de la concentration liée à la concurrence inter-impérialiste, et, parallèlement, la poussée des masses pour bénéficier d'une scolarité plus longue ont amené un développement considérable des besoins de formation pour satisfaire aux nécessités nouvelles du marché du travail.

Ce qui veut dire, pour résumer, que la production a un besoin de plus en plus pressant d'une main-d'œuvre adéquate à former vite. C'est dire en même temps que la part du coût de formation dans le coût de revient d'ensemble de la production augmente vite : d'où nécessité contradictoire de développer la formation et de peser sur son coût.

Or l'école répond de manière onéreuse et trop lente à ces nouveaux besoins.

D'où la nécessité pour le patronat de rendre l'école plus directement dépendante de lui — en un mot de la contrôler, et nécessité en même temps de peser sur les coûts de formation en réduisant l'accès des enfants de travailleurs et de la petite bourgeoisie vers des études longues,

en faisant peser toute une série de contraintes économiques (coût des études) culturelles (critères de sélection), militaires (loi Debré), etc.

contradictions

Le contrôle du patronat qui existe déjà de manière directe dans les CET (taxe d'apprentissage, etc.) et l'on ne parle pas des écoles techniques patronales privées — se précise jusqu'à remettre en cause la durée obligatoire de la scolarité (loi sur l'apprentissage) pour mieux prendre en main les jeunes apprentis. Il devient clair à l'Université (cf. D.E.U.G., le projet de réforme du 2e cycle, les grandes Ecoles).

Parallèlement le patronat met en place un réseau de formation professionnelle continue précisément pour permettre un recyclage des travailleurs dont la formation est de plus en plus vite dépassée (Accords de Juillet 70).

De son côté, le pouvoir, au service du patronat, renforce les structures d'orientation - sélection (les rationalise) et aussi de répression, si nécessaire, pour contraindre la majorité des jeunes à accepter une scolarité courte et un devenir social limité et incertain.

L'école connaît donc elle aussi la contradiction entre le développement des forces productives et le maintien des rapports sociaux de production.

au Chili

Avant le coup fasciste les militants chiliens avaient préparé la liaison des luttes entre le secteur scolaire et les travailleurs. Voici à titre d'exemple les tâches d'une « Coordination scolaire » d'un commando Communal dans la banlieue de Santiago.

1) Appuyer la classe ouvrière du Cordon Higgins dans les tâches de défense et de vigilance communale.

2) Affilier tous les établissements scolaires du secteur.

3) Impulser le débat national de Réforme de l'Education.

4) Commencer dès maintenant la formation sous direction et contrôle ouvriers en liaison avec la commission culturelle du Cordon Industriel.

5) Former les comités de défense dans les centres scolaires et les lier au Cordon industriel et au front du campement.

6) Appuyer l'élaboration du programme communal d'approvisionnement sous les ordres du comité communal d'approvisionnement (J.A.P.).

in *De Frente*, organe du MAPU.
Juillet 73.

La bourgeoisie est obligée de former une main-d'œuvre pour répondre aux exigences nouvelles de la course au profit, tout en limitant son savoir au niveau d'un savoir-faire vite remis en cause.

On en arrive à ce que l'espérance de promotion sociale des étudiants, des lycéens (et de leurs parents) est contradictoire avec le système de production qui permet de moins en moins de satisfaire cette attente.

C'est sur ces contradictions que doit se fonder notre lutte contre le système de formation.

Qui a intérêt à mener ces luttes ? Essentiellement les travailleurs en tant que tels : ce sont eux et leurs enfants qui sont les premières victimes de l'école, laquelle reproduit l'inégalité sociale (dès le début avec les frais scolaires, proportionnellement bien plus lourds que pour les familles aisées).

Et puis, est-ce un hasard, si dans son quartier le travailleur s'aperçoit qu'il n'y a pour ses enfants que des C.E.S. ou des C.E.T. — quand il y en a ! — avec des enseignants moins qualifiés, moins payés, alors que les lycées se situent le plus souvent dans les quartiers bourgeois ?

— Qui décide de l'implantation des divers types d'établissements scolaires ?

— Qui contrôle la carte scolaire ?

— Qui décide — et comment ? de l'orientation de ses enfants ? Pourquoi ne participe-t-il jamais aux réunions qui en délibèrent ?

Et pourquoi, en fin de compte, même si son enfant a passé des barrages, lui dit-on qu'il n'y a plus de places à l'école où l'enfant voulait et pouvait aller ? Fatalité ?

objectifs

Alors, la question fondamentale se pose : pourquoi les travailleurs et leurs organisations ne sont jamais consultés pour l'établissement de la carte scolaire, pour fixer les critères de l'orientation — toutes choses déterminantes pour l'avenir de ces enfants ? Ce n'est pas en tant que parent, c'est en tant que travailleur qu'il est victime de l'école et qu'on lui refuse de la contrôler.

C'est en tant que travailleur exploité qu'il est obligé de se battre pour la gratuité scolaire : non seulement la revendiquer, mais maintenant l'imposer : première forme de contrôle.

Exiger l'information pour ce qui se passe réellement dans les conseils de classe et d'orientation qui décident de l'avenir de leurs gosses, première étape du contrôle — donc de la remise

Contrôle populaire formation



Ainsi, aux deux bouts de la chaîne — enfant et travailleur — les jeunes et les travailleurs auront de plus en plus besoin de lutter pour contrôler et transformer leur formation — c'est-à-dire leur avenir.

et les jeunes ?

Au niveau des C.E.T., des lycées, des facultés, la majorité des jeunes sont destinés à n'avoir qu'une qualification limitée ne permettant aucune maîtrise sur son travail ni même sur l'emploi. Ils feront partie, à des titres divers, de la collectivité des travailleurs.

Bien sûr, surtout au niveau étudiant, on peut toujours espérer avoir une situation plus intéressante — plus rémunérée, moins fatigante, mais ce sera de moins en moins une certitude !

Ce qui signifie que les luttes actuelles des jeunes, contre la sélection, contre l'armée, contre l'idéologie de la bourgeoisie se situent objectivement dans le sens de la lutte des travailleurs pour contester au patronat la contrôle de la formation à son service.

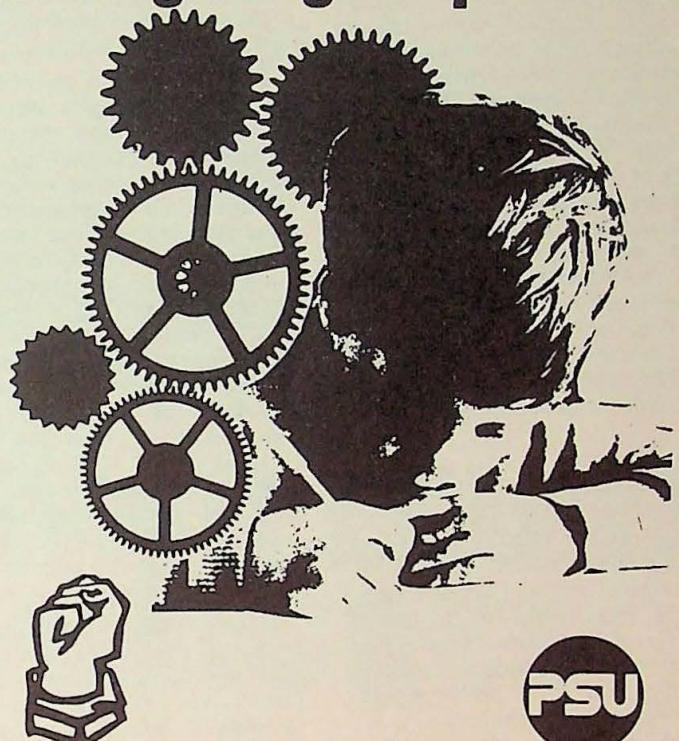
Aujourd'hui, tout le problème consiste en ce que les lycéens et les étudiants — pour les C.E.T. c'est clair — sachent fixer des objectifs clairs et unifiants avec les travailleurs sur l'école et la formation en général : ils ont in-

térêt à remettre ensemble en cause le système de formation — lequel ne sera radicalement transformé que lorsque les travailleurs auront pris en main le contrôle de la production el-

le-même et le pouvoir. C'est en ce sens que la lutte des jeunes contre l'école doit se situer dans la perspective du contrôle ouvrier.

Bernard RAVENEL ■

L'école, premier rouage de l'engrenage capitaliste



PSU

VERS UNE ANNEE DE COMBAT



La société capitaliste a fait de l'école un monde clos, totalement coupé des réalités extérieures et du monde du travail. Les militants révolutionnaires lycéens doivent donc, en priorité, briser l'isolement, détruire les moulins dans lesquels la société actuelle a mis la jeunesse. La liaison doit être établie entre tous les groupes de jeunes : lycéens, apprentis, collégiens, jeunes travailleurs. Sortir de l'isolement, c'est également soutenir la lutte des maîtres auxiliaires pour la titularisation. Briser le carcan, c'est aussi et surtout permettre aux jeunes d'ouvrir les yeux sur le monde, d'entrevoir leur condition future d'exploités.

À sein des comités de lutte lycéens, il s'agit de reprendre et développer les grands thèmes des revendications de la jeunesse : dénonciation de la pseudo-éducation sexuelle qui ne parle que de la reproduction, en gommant l'aspect plaisir de l'acte sexuel ; dénonciation de la réforme de l'enseignement secondaire tendant à renforcer la sélection sociale et le cloisonnement de plus en plus étanche des élèves (C.E.S. vers le monde du travail, lycées vers les professions de service et du tertiaire) enfin, continuer et amplifier la lutte contre l'armée du capital qui vise à façonner les esprits « jeunes et malléables » et pour l'extension des sursis (liberté d'incorporation de 18 à 23 ans).

Le combat de la jeunesse s'insère dans la lutte globale contre la société capitaliste ; il est donc du devoir des lycéens révolutionnaires de soutenir activement et par les moyens appropriés (quêtes, popularisation, collages, etc) les luttes ouvrières et paysannes telles que celles de LIP ou du Larzac.

Les jeunes doivent donc briser l'isolement, se lier le plus possible aux travailleurs pour réaliser une unité qui pourra renverser l'état bourgeois et installer la société socialiste. ■

ECOLE PUBLIQUE: gratuité - bidon

Que l'école gratuite coûte de plus en plus cher, c'est vraiment un comble ! Et pourtant, cette triste réalité pose au mois de septembre des problèmes difficiles aux familles populaires.

« **E**COLE ET FAMILLE » (1) vient de mettre en lumière la hausse des prix de la rentrée scolaire 73, le poids des dépenses de rentrée dans les budgets familiaux et la sélection par l'argent entre les enfants : ceux qui peuvent continuer des études et ceux qui doivent s'arrêter à 16 ans, voire opter pour l'apprentissage dès 14 ans car l'école coûte trop cher. 8 % d'augmentation en un an, plus même pour les grandes classes (l'enquête concerne la 6e, la 4e, la 2e, l'entrée au CET), cela n'a rien d'étonnant puisque la hausse moyenne des prix de détail selon l'INSEE atteint 7,4 %.

« Le coût de la rentrée scolaire 73 » traite délibérément des seuls achats strictement scolaires : les frais de transports, ainsi que ceux de cantine, de vestiaire (sauf l'équipement sportif exigé par les établissements) ne sont pas comptabilisés dans les fiches de frais d'Ecole et Famille, résumées dans le tableau ci-dessous.

63 % du budget

Le commentaire précise également que les réponses aux enquêtes effectuées depuis 1964, viennent de familles populaires obligées de compter au plus juste et soucieuses de limiter les dépenses. Ce sont donc des budgets minima qui nous sont présentés.

Il est certain que l'argent dépensé pour la rentrée par les ménages à revenu élevé est nettement plus important : on n'y lésine pas sur la qualité, on sacrifie plus facilement aux gadgets, on s'équipe d'atlas, de dictionnaires, d'ouvrages littéraires plus

complets. Il serait souhaitable de pouvoir comparer les frais scolaires suivant les revenus des familles. On y découvrirait l'étendue de la discrimination par l'argent, encore plus sensible si on y ajoute les dépenses « culturelles » en cours d'année : théâtres, cinémas, concerts, visites de musées, voyages, etc. Tel qu'il est cependant, le dossier d'Ecole et Famille est un bon outil pour la réflexion et l'action des militants.

La comparaison du coût de la rentrée et des budgets de certaines familles-types donne un coup de projecteur sur un aspect de notre société de classe : le poids insupportable des dépenses d'enseignement pour les milieux populaires. Pour les Dupont dont le père est au SMIC et dont le revenu mensuel, avec les prestations familiales s'élève à 1.510 F pour 5 personnes, la rentrée des trois enfants, l'un en primaire, les ainés en 6e et 4e, dévore 63 % du budget de septembre. Pour les Durand qui ont deux petits salaires et pour les Dubois dont le père gagne 1.500 F par mois, c'est presque la moitié des paies qu'il faut pour couvrir les frais de rentrée des trois enfants. Or, près de 50 % des salariés français gagnent moins de 1.500 F par mois !

Résultat de cette charge répétée tous les ans pour les familles : dès que possible, le jeune quitte l'école pour la vie active. Et c'est exactement le résultat prévu et organisé par le 6e Plan : on a besoin du quart de chaque classe d'âge pour les métiers de manœuvre ; on ne changera donc rien à la pression financière qui condamne un adolescent sur quatre, celui dont la famille a les plus faibles ressources, à chercher du travail,

sans aucune formation, à 16 ans. C'est dans la logique du système : l'école au service de l'économie capitaliste.

I'hypocrisie de M. Fontanet

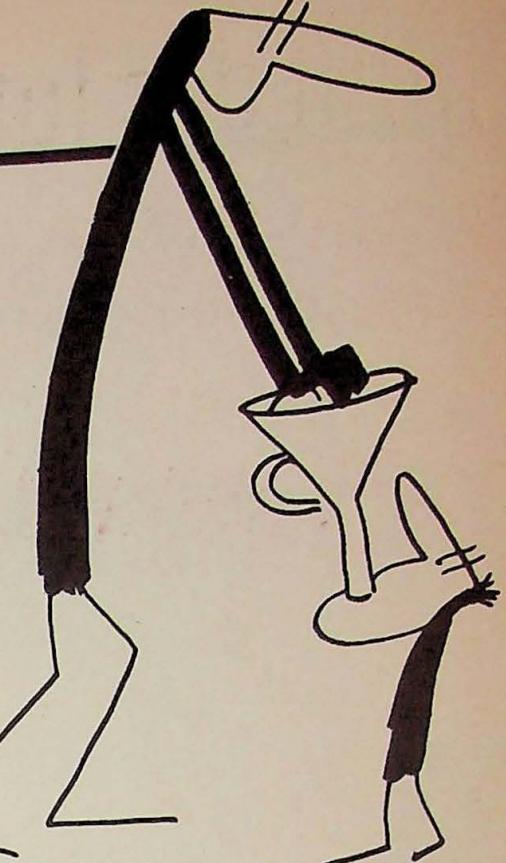
Cela rend d'autant plus insupportable l'hypocrisie des discours ministériels sur l'intention de donner à chaque enfant une réelle égalité des chances.

Ecole et Famille rappelle : « Depuis 6 ans, la loi fait OBLIGATION aux familles de « tenir » leurs enfants en scolarité jusqu'à 16 ans. La réforme de 1959 précise que « l'enseignement obligatoire public assure à tous les enfants des conditions égales devant l'instruction, notamment par la gratuité des transports et des fournitures scolaires et par des prestations et services réalisant pleinement cette égalité. Mais la prolongation de la scolarité n'en a eu aucun corollaire de dégagements de crédits, or la tradition laïque de notre pays a lié depuis l'origine la GRATUITÉ A L'OBLIGATION ».

Pour tenter d'excuser la carence des pouvoirs publics, le ministre Fontanet met en avant l'augmentation des bourses. Voyons les chiffres : face à une hausse des frais de rentrée chiffrée à plus de 8 %, le montant de la part de bourse n'augmente que de 4,7 %. La situation empire donc au lieu de s'améliorer. Et cela depuis 12 ans. Car les bourses ont un très grand retard sur le coût de la vie : de 1961 à 1973, elles se sont accrues seulement de 10 % contre 75 % de hausse des prix de détail.

On se vantera après cela d'avoir le plus fort budget d'Education nationale jamais accepté par le ministre des Finances. On claironnera que la Ve République consacre le quart des dépenses de l'Etat à l'enseignement. Mais à quels jeunes ? Et à quelle école ?

D'autres griefs sont formulés par Ecole et Famille à l'encontre des



bourses : date de versement trop tardive, plafond d'ouverture des droits trop bas, refus de les accorder aux familles de travailleurs immigrés pourtant les plus démunies. Tout ceci rend le système des bourses très insuffisant, faute de crédits substantiels.

C'est une révision complète du budget de l'Education nationale qu'encourage cette organisation : « Pour permettre à tous les enfants des CONDITIONS D'ACCÈS les plus égales possible devant l'instruction et la culture, la gratuité des livres, transports et fournitures usuelles doit être assurée à tous les jeunes ainsi que la gratuité de certains services : restaurants scolaires, équipements culturels... ». « Des prestations complémentaires doivent être versées aux familles à bas revenus afin de couvrir en partie les dépenses annexes à l'enseignement et qui resteront payantes ».

En effet, compte tenu de la hiérarchie de revenus de notre société de classes, l'inégalité des jeunes devant l'enseignement ne saurait être résolue par la seule gratuité des fournitures.

Les militants politiques engagés dans les luttes sur l'école ne peuvent négliger cet aspect économique des problèmes de l'enseignement car tout est lié et la mécanique bien rodée : l'école au service de la classe dirigeante fabrique les hommes dont celle-ci a besoin. La culture bourgeoise qu'elle dispense, de même que son coût pour les familles, sont des régulateurs parfaits pour éjecter dès que possible les futures manœuvres !

Marie THAIS ■

(1) Fédération spécialisée de la Confédération syndicale des familles, 54, boulevard Garibaldi, 75015 Paris.

DES CONSEILLERS GENERAUX... POURQUOI FAIRE ?

ROBERT DE CAUMONT

Le Conseiller Général et notre vie quotidienne - Qui est-il ? - Quels sont ses moyens d'action ? - Comment pourrait-il être plus efficace ? - Propositions concrètes.

bon à découper et adresser à :

INFORMATION 2000 - 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS

Veuillez me faire parvenir :

des conseillers généraux..pourquoi faire ?

Ci-joint 24,60 F (frais d'expédition compris), par chèque bancaire, chèque postal, ou mandat, à l'ordre de : INFORMATION 2000

Nom, Prénom.....

Rue..... No.....

Ville..... Code postal.....

DEPENSES DE RENTREE DANS QUATRE CLASSES TYPES (en francs)

Genre de dépenses	Classes				Hausse moyenne pour le type de dépenses
	6 ^e	4 ^e	2 ^e	Collège d'enseignement technique	
Cartable ou sac	44	46	58,5	27,5	+ 10 %
Livres	52,5 (1)	125	160,5	108	+ 7 %
Blouses	37	38	37	47 (2)	+ 6,5 %
Equipement sportif	121	143,5	161	206	+ 8 %
Fournitures de papeterie, dessin, couture	81	85,5	68,5 (3)	122 (4)	+ 7 %
Assurances scolaires	15	18	18	16	+ 15 %
Cotisations, bibliothèque, enveloppes timbrées, photos, etc.	23	21	22	44	(5)
Total	373,5	477	525,5	570,5 (6)	
Hausse moyenne par rapport à septembre 1972	+ 8 %	+ 8,60 %	+ 8,65 %	+ 7,60 %	

(1) Un certain nombre de livres de 6^e sont fournis gratuitement.

(2) Blouse ou bleu d'atelier obligatoire dans certains collèges techniques.

(3) Le dessin et la couture ne sont plus obligatoires en seconde, d'où la baisse du montant de ce poste par rapport à la 4^e et la 6^e.

(4) Les fournitures à l'entrée dans l'enseignement technique sont souvent importantes, notamment en matière de dessin.

(5) Ce poste ne peut être encore chiffré pour la rentrée 73, nous avons simplement repris les chiffres effectifs de 1972.

(6) Ce budget ne comprend pas l'outillage qui grève très lourdement certaines listes de frais scolaires (métiers des métaux, cartonnage, couture, dessin industriel) car nous donnons ici des chiffres moyens.

front des luttes

• DOLE-MAGYAR une reprise tactique

Troisième mois de grève à la fabrique de citerne MAGYAR, à Dole où, comme nous l'écrivions la semaine dernière, les travailleurs affrontent un patron « de choc ». Mais la lutte n'en est que plus âpre. Voici les derniers développements de ce conflit qui, malgré la reprise du travail annoncée, n'est pas encore réglé.

LES 7, 8 et 10 septembre, suite à l'intervention préfectorale, un médiateur est nommé (le trésorier payeur général) et les négociations s'engagent. En acceptant de s'asseoir face aux délégués C.F.D.T., sans ses non-grévistes, Magyar reconnaît l'existence de la section syndicale.

Le lundi 10, les négociations sont rompues. Le patron menace même de partir 8 jours « comme Giraud ». En fait, il entreprendra un deuxième collage d'affiches dénonçant la « terreur lipiste » et continuera son entreprise de division du personnel :

1) En proposant individuellement du fric à certains grévistes ;

2) En s'adressant aux femmes des grévistes — il va les voir...

Les négociations ont été dures. Les grévistes qui étaient regonflés par la manif du 6, accusent le coup. Un demande son compte (après le 8 août), un ou deux reprennent le boulot.

Le lundi 10 au soir, la majorité décide de continuer la lutte. Ce qui nécessite une escalade dans la

lutte ; d'où décision d'une manifestation régionale le 15. Aussi bien la C.F.D.T., que le P.S.U. prennent contact avec les U.L. ou les sections du Jura, du Doubs, de la Haute-Saône et de la Côte-d'Or pour réussir cette manifestation.

Cependant dès mercredi 12, pour éviter, à cause de la dureté du conflit, que les travailleurs en lutte repartent un à un à l'usine ou ailleurs, l'A.G. des grévistes de Magyar décide d'une reprise unitaire du travail ; la date n'est pas fixée, le médiateur ayant obtenu de Magyar qu'il revienne jeudi 13 à la table de négociations. Cette journée de négociations ne fera en rien avancer le conflit.

Aujourd'hui, 14 septembre les grévistes ont décidé de reprendre ensemble le travail lundi 17 ; ils préparent activement la manif de samedi 15. Pour eux, la lutte n'est en aucune façon terminée ; aucun protocole d'accord n'a été signé.

Correspondant ■

● Soutien : compte bancaire numéro 11.123.740 C.M.D.F. de Dole, mention « Solidarité Magyar ».

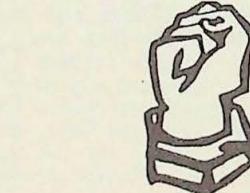
• ISSY-LES-MOULINEAUX une situation plus qu'explosive

11 juillet dernier, incendie et explosions à la cartoucherie Gevelot. Des projectiles tombent dans les cours d'école toute proche. 31 août, nouvel incendie... Heureusement, les enfants étaient en vacances ! Mais ce n'est pas une excuse. On comprend l'émotion des gens du quartier, des parents des 1.500 enfants qui fréquentent l'école durant l'année scolaire. Car rien n'a été fait. La direction se contente d'affirmer que la cartoucherie n'est pas plus dangereuse qu'une autre industrie ! et soulage sa conscience en assurant qu'elle a donné l'ordre d'indemniser tous les dommages.

La mairie se déclare non habilitée à vérifier les installations de sécurité et rejette la responsabilité vers les autorités de tutelle (préfecture, gouvernement).

Seuls les habitants ont une attitude responsable dénonçant l'incompatibilité entre activités dangereuses d'une part et habitat, écoles et marché d'autre part. Ils demandent que les ouvriers de l'usine, en rien responsables du sinistre, ne supportent pas les conséquences même momentanées. Mais que peuvent-ils faire, les habitants, devant cette situation intolérable créée par l'incompétence des uns, la recherche du profit, le mépris de la vie des gens et l'imprévoyance des autres. Bâtir tout un quartier autour d'une cartoucherie ne peut provoquer qu'une situation explosive.

F. C. ■



• LIMOGES guerre Saviem-CFDT

A Saviem-Limoges, la C.F.D.T. avait organisé, les 13 et 14, deux lectures du journal des travailleurs de Lip, l'une à l'extérieur et l'autre à l'intérieur de l'usine. Impuissante à empêcher la première, la direction tenta d'entraver l'autre en l'interdisant sous prétexte qu'il s'agit d'une affaire « étrangère à l'entreprise ».

Passant outre à cette lettre de menace le délégué C.F.D.T. fit la lecture prévue devant de nombreux travailleurs. C'est alors qu'un huissier dressa un constat, et qu'une nouvelle lettre fut envoyée, menaçant le délégué de sanctions pour cette « indiscipline grave et caractérisée ».

Face à cette violation flagrante de la légalité, la réponse juridique et syndicale s'organise, et la C.G.T. émet elle aussi une vigoureuse protestation.

Intervenant après deux sanctions en juin contre ce même délégué C.F.D.T. dont une retenue de 10 % sur le salaire, cette nouvelle provocation de la direction équivaut à une déclaration de guerre contre la C.F.D.T.

Correspondant ■

• IMMIGRÉS la révolte des parias

LE 14 septembre, plusieurs milliers de travailleurs immigrés ont répondu à l'appel du Mouvement des Travailleurs Arabes et ont débrayé dans les entreprises, chantiers, grandes usines de Paris et de toute la région parisienne.

La grève a été suivie par l'ensemble des travailleurs immigrés des usines Citroën, à Balard et à Clichy. De Citroën-Balard, 200 grévistes sont allés en cortège à la Mosquée. C'est la première fois depuis 68 qu'un mouvement de grève de cette ampleur a touché les usines Citroën.

Ses principaux chantiers de la région parisienne, depuis ceux de la Tour Montparnasse, du 13^e arrondissement, de la Défense, jusqu'à celui de l'aéroport de Roissy-en-France, se sont arrêtés, en totalité ou en partie.

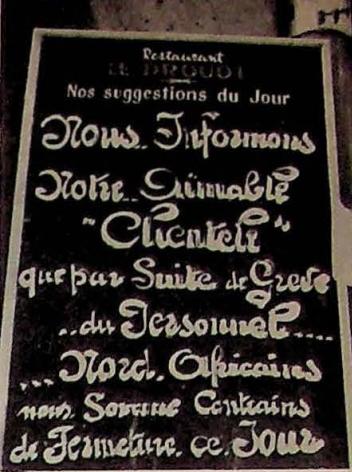
Il en a été de même pour l'ensemble des entreprises moyennes employant des immigrés, notamment : grève totale chez Margolin à Nanterre et à Gennevilliers, dans les entreprises de nettoyage, à Air-équipement à Asnières, Calberson porte de Clichy, Compagnie des Radiateurs (600 travailleurs

immigrés), Autoclam, à Levallois, Idéal Standard à Aulnay (500), à Damaris-les-Lys (600) ; un fort pourcentage d'absentéisme à la General Motors et chez Valentine. A Paris la grève a été totale à la Samaritaine-Rivoli, Samaritaine-St-Jacques, au départ du Printemps-Haussman et dans les Wimpy.

La totalité des commerces arabes, cafés, restaurants, agences de voyage, épiceries, a fermé dans tous les quartiers de travailleurs immigrés : Barbès, Belleville, Crouzette, Ménilmontant, Clichy, Auber-



villiers, Saint-Denis, etc. A Renault, le mouvement a été par-



Immigrés : un plat qui empoisonne les bons Français !

tiellement suivi ; les départements 33 et Usino ont débrayé à 100 %.

Dans un grand nombre d'entreprises, des travailleurs français ont soutenu et quelquefois débrayé comme à Autoclam et au centre d'Orientation sociale.

Le mouvement de protestation continue à se développer en France. Un appel à la grève a été lancé pour lundi par les travailleurs arabes.

D'autre part, dans ce « fief » raciste qu'est la Côte d'Azur — la grève a été également très suivie, la plupart des chantiers étant déserts. Dans le seul département des Alpes-Maritimes, le comité de grève a estimé à 80 % le taux de participation des immigrés aux arrêts de travail. A noter que chez Costamagna, à Cagnes-sur-Mer, la direction a vainement essayé de faire reprendre le travail à coups de barre de fer et en appelant la police.

Là aussi, le PSU a largement contribué à développer la solidarité entre les travailleurs immigrés et les organisations militantes.

Correspondants. ■

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS DANS LA LUTTE DE CLASSES

FRANÇOISE
PINOT

Même patron, même combat
Ce slogan est-il autre chose
qu'une visée idéale ?

96 pages 9 F

collection

OBJECTIFS



tous des recéleurs

● 3^e liste

L'initiative de T.S. pour renforcer la solidarité autour de Lip en élargissant au maximum le nombre des éventuels « poursuivis », à la suite de la plainte contre X de la fédération de l'horlogerie, connaît un réel succès.

Nous recevons chaque jour des dizaines de signatures à la rédaction. Nous publions cette semaine une 3^e liste de « receleur ».

Ernest ASTRE, MGEN, 44100 Nantes ; Pierre ANTONMATTEI, Sre CFDT-MDIS ; Igor AYMAMI ; Michel AMAR ; Pierre ABADINI ; Jean-Louis ALLAUCHERY, Bureau Dép. CFDT, PTT Lille-Nord ; Janine ALBERT, 59223, Roncq ; Maryse ALLIGUIE, 89-Auxerre ; Michel ANDRE, 89-Auxerre ; Vincent ALONSO, 89-Auxerre.

BOURDARIAS, Tulle, Corrèze ; Hubert BARTHELEMY, journaliste, 54000 Nancy ; Geneviève et Gérard BERTIN, enseignants, 53-Mayenne ; L. BLONDY, délégué CFDT CIBA-Geigy, Aigues-Vives ; Jean BAYARD, militant synd. 26-Valence ; Jean BOUQUET, Paris ; Gilbert BESNIER ; Robert BRESLER, PSU Paris, 3^e section ; Thérèse BERRUT, institutrice publique, 73-Albertville ; Jean-Marie BRICOUT, trésorier dép. CFDT-PTT, Lille (Nord) ; Régis de BERANGER, délégué nat. CFDT Crédit Lyonnais ; Jean BETTENFELD, membre de la CE du SNI-Moselle, 57300 Talence ; Bernard BLONDEAU, Pt fédé. Hacuitex, CFDT ; Camille BUNOZ, militant CFDT, 73-Albertville ; Thérèse BUNOZ, institutrice, PSU, SGEN, 73-Albertville ; Ernest BESSON, Association des Locataires, 73-Albertville ; Jo BRAMARDI, CFDT, 73-Albertville ; Xavier BOLZE, PSU, 20^e section ; H. BOULANGER, 80-Amiens ; Denis et Fabienne BAIZE, 89-Auxerre ; Georgette BOIZOT, 89-Auxerre ; Jean-Claude BEAUCHEMIN, Sce social SNCF, 89-Migennes ; Michel BINETRUY, 89-Gurgy ; Bernard BINETRUY, 06- Cannes ; Patrick BONHENRY, 89-Auxerre ; Geneviève BARROIS, 89-Jaulges ; Emma et Michel BARBE, 89-Auxerre ; Jean-Gilles BESLE, 89-Vault-de-Lugny ; O. BELLEVENGNE, 89-Auxerre.

D. CAUTHIER, Tulle (Corrèze) ; CARCENAT, Tulle (Corrèze) ; CHASTENET, Tulle (Corrèze) ; Gérard CARLIER, PSU, SGEN/CFDT, 93220 Gagny ; Jeanne CAQUELIN, PSU, Val d'Oise ; Lucien CLEMENT, PSU, CFDT, 26-Valence ; Pasteur René CRUSE ; Jean CHAMBEAU, délégu. synd. CFDT ; CACCITE ; Marie-Claude CHAMPION, 94-Jury ; Bernard CROISSANT, PSU, Pasteur, 16300 Barbezieux ; C. COARER, professeur ; Albert CALLIER, délégué CFDT, PTT-Lille (Nord) ; Arlette et Yves CORNEAU, PSU Yvelines ; CLAIRE, artiste ; Henri CO-

« Le Manifeste des receleurs » lancé par « Tribune Socialiste » est loin d'être purement symbolique. La preuve vient d'être donnée par la plainte des horlogers nivernais contre la section PSU de La Charité-sur-Loire. Motif invoqué : « vente illicite de montres et atteinte aux intérêts collectifs de la profession. » Nos camarades de la Nièvre ont immédiatement répliqué en affirmant dans un communiqué : « Cette action de solidarité, même si pour certains elle est un délit, la Fédération de la Nièvre du PSU entend l'accomplir tant que les travailleurs de Lip en auront besoin, c'est-à-dire jusqu'à satisfaction de leurs revendications. »

A Bon entendeur !...

LIN, instituteur SGEN, 73-Albertville ; Paulette COLIN, institutrice SGEN, 73-Albertville ; Lise COUFFIN, 89-Auxerre ; Françoise CLAIRE, rédaction « Tribune Socialiste ».

J.-C. DOGERVILLE, CFDT-Osny (V.-d'Oise) ; M. DECHAMBRE, 75011 Paris ; J. DUFFET, délégué CFDT, Labor. Geigy, Rueil ; G. DAUDET, membre CE du PS-Yvelines ; Jean DAVID, CFDT Côte-d'Or, Dijon ; Josiane DAVID, CFDT Ste Gle Dijon ; Lionel DUCROT, Yvon DUFRENE ; Jacqueline DUTEL, CFDT, 73-Albertville ; J. DENAMPS, 59250 Roncq ; F. DELSALLE, permanente CFDT, 59-Wervicq-Sud ; Gérard DUVAL, Petep SNLTAA, 73-Albertville ; B. DELEMOTTE, médecin, 80-Amiens ; Alain DUTERTRE, 89210 Pourrain ; André DECŒUR, Bassou ; Michel DUTARTRE, 58-Cosnes-sur-Loire ; DUPUIS, 89-Auxerre.

ESPINAT, Tulle (Corrèze) ; J.-P. EMPIN ; EL KADHI ; EQUOY Henri ; Patrick EON-DUVAL ; Catherine EON-DUVAL ; Danièle EHDELSTEIN, 94-Jury ; Françoise EXERTIER, 94-Jury ; E. EVRARD, 75014 Paris.

Marie FERRIER, PSU, Valence ; Mme FEBURE-DESPORTES, journaliste, Paris ; L. FLORES ; Annie FAUGUET, étudiante ; Marcel FAUGUET, ingénieur ; FACCHINI, journaliste, 80-Amiens ; Monique et Pierre FLEITH, 89-Auxerre ; Jean-Marc FRATANI, 89-Auxerre.

D. GRIMAULT, déléguée CFDT CBR/CIBA Geigy, Rueil ; Marc GENTES, PSU, 26-Valence ; Mireille GALANO ; Denise GARNIER ; Maurice GUILLERMIE ; Daniel GENTOT, journaliste, Paris ; L. GLAESE, psychologue, HP ; Henri GRAZIANI, cinéaste ; J.-Cl. GILLET, Sre FI PSU Pyrénées-Orientales ; René GOMBERT, PSU-Yvelines ; N. GOODE-RIS, 59250, Halluin ; Marcelle GEKIERE, 59223 Roncq ; J. GUILLOY, 80260 Villers-Bocage ; Eugène GREGOIRE, 89-Auxerre ; Michèle GHERARDINI, 89-Auxerre.

Geneviève HEMET ; Chloé HEMET ; Lô HOANG.

Pierre JUTIER, PSU 14^e ; Danielle JACOB, institutrice, SNI, 73-Albertville.

Bernard KEMPF, Frère du Monde, 73 ;

M. KELLERMANN, chirurgien-dentiste, Egletons (Corrèze).

A. LETELLIER, Val-de-Marne ; D. LEVAGUERÈSE, 75011 Paris ; Lycée Polyvalent de la Borde-Basse, 81100 Castres ; André CROSTE ; Jean-Louis HINCKER ; Dominique LEDOUX ; Claude ROSSIGNOL ; LAGKSITBE, ATP ; LAVALETTE, dessinateur ; LASSU, ATP ; Gisèle LILLO, 94-Ivry ; Louise LAVOISE, 94-Ivry ; Florence LAPORTE, professeur ; Georgette LAPORTE, professeur ; Maurice LACROIX et Ghislaine LACROIX, 59223 Roncq ; Françoise et Jean-Charles LAPIERRE, PSU-SNES ; Pierre-Marie LE CLEACH, retraité, 29110 Pont-l'Abbé ; LEFITI, PSU, professeur, 80-Amiens ; Daniel LAPRADE, 89-Auxerre ; Pierre LAGUILLAUMIE-ORGY, 89-Chevannes ; Joëlle LEFIEVRE, 89-Auxerre ; Michelle LEBRET, école maternelle, 89-Auxerre ; Yvon LAROCHE, CES Lourson, 89-Auxerre ; Michelle LAPRADE, 89-Auxerre ; Patrick LE BLANC, PSU, 93-Noisy ; Geneviève LE PRIEUR, Paris.

Françoise MIELLOT, Paris ; J.-C. MOQUET, Tulle (Corrèze) ; Charles MURIENNE, prêtre, 38150 Roussillon ; Daniel MELINO, Bayard Presse, délégué CFDT ; Pierre MEGIER, SF PSU, Drôme-Ardèche, Valence ; Hervé MALLET, cadre ; Jean MENDELSON, DPN-PSU ; MOMOT ; MAISTREUL, ingénieur ; Liliane MAGGIERI ; Jean-Paul MIT, 94-Ivry ; Jacques MAUSEL, enseignant éducateur, 26-Verchery ; André MAYOT, permanent CFDT, Lille (Nord) ; Michel MERCIER, CFDT-PTT, Lille (Nord) ; Jeanne MONIER, PSU-Hauts-de-Seine ; Jean MARTIN, animateur culturel CFDT-Besançon ; Jean-Pierre MAHE, étudiant, 29200 Brest, ami de « Rouge » ; Marie-Claude MAHE, employée de bureau, CFDT-JOCF-SOCEA, 29120 Pont-l'Abbé ; Jean-Marie MAHE, retraité, 29120 Pont-l'Abbé ; A. MICHAEL, 80-Amiens ; Francine MERLOT, 89-Auxerre ; Joseph MORRISSOT, 89-Appoigny ; Gérard MILLOT, 89-Auxerre.

NETTER, ATQ ; Hubert NOVE-SOSSE-RAND ; Eliane NARDT, institutrice, SNI, 73-Albertville ; Nicole NEAU, CFDT, 73-Albertville ; Albert NEBROT, chargé de cours à l'Ecole ouvrière supérieure belge, unité Droits de l'Homme, Conféd.

Synd. des Syndicats Libres, Bruxelles ; B. NICOT, 89-Auxerre.

Lucette OLLIVIER.

Chantal PERAUD, Paris ; PENICAUD, Tulle (Corrèze) ; André PERRIN, PSU, CFDT, Féd. Corne, Valence ; Pierre POINTEAU, démonstrateur ; Monique PERRIN (95) ; Roger PROVOST, PETIT ; PCLETTE, dessinateur ; Madeleine PARENT, PSU-Amiens ; Marie-Claude PLAISANTIN, Sre Nle Hacuitex CFDT ; Alain PAREZ, 59250 Halluin ; Simone et André PONCHEL, PSU-SNES ; PIERREGOT, PSU, 80260 Villers-Bocage ; Alice PETIT, 80-Amiens ; Claudine POCARD, 89-Sens.

A. RICHARD, délégué CFDT-CRB, CIBA-Geigy, Rueil ; RENAULT, AT2 ; Bernard RAVENEL, professeur (BN PSU) ; Alain RANNOU (BN PSU) ; Suzanne ROUDIER, PSU, Ivry ; Max RIGAUD, ouvrier OS, 73-Albertville ; Patrick, Hubert et Hervé ROUAU, 89-Auxerre ; Michel ROY, 89-Auxerre.

F. SANDRE, PSU CFDT ; M. SANDRE, PSU CFDT ; Lou SALMON, PSU trésorier féd. Val-d'Oise ; G. SORIEUL, 75020 Paris ; Pierre SPITERI, ingénieur ; Bernard SIMOENS ; Christian SARLON ; Guy SELIGMANN, PSU, réalisateur TV ; J.-P. SALLENT, 68-Klapperstei ; Alain SEBILLETT, journaliste militant SNJ, 92-Fontenay-aux-Roses ; Marcelle SEBILLETT, Sre Féd. Corne ; Pierre SERRE, 89-Saint-Sauveur-en-Puisaye ; Marie-Hélène SOSNICKI, 89-Sens ; J.-M. SAPIN, 89-Bassou ; Ch. SLACHETUA, 89-Migennes.

R. TIBERGHEN, 75010 Paris ; Micheline TRIBONDEAU, PSU 95 ; THIBAUD ; Robert TRIPLEX ; Daniel TEMPLIER, professeur (73) ; Roger TOUTAIN, Sre GI Féd. Hacuitex CFDT ; Michel TOP, 80-Amiens.

URBANECK.

Jacques VITCHEN, Villeurbanne ; G. VAUCHER, 75011 Paris ; A. VALLEIX, CGT, Rueil ; Elie VOLF, ingénieur ; Christine VILAIN ; Dr Gérard VINCENT, conseiller municipal, 87-Limoges ; Gilles VAUCHEE, 59117 Wervie ; A. VANDEPUTTE, professeur, 80-Amiens.

Dominique WALLEN, Paris ; Ch. WILDERMUTH, délégué syndical ; POLYMER SAF, 67-La Wantzenau, et la section syndicale ; Em. VERSCHEURE, CFDT, 59250 Halluin.

AGUESSE, délégué syndical C.F.D.T.

Marie FRAYSSE, secrétaire adjointe C.F.D.T.

Michel GEOFFROY, secrétaire section syndicale C.G.T., caisse Nationale d'Allocations Familiales.

Ariane MNOUCHKINE, Théâtre du Soleil.

François ROUX, secrétaire section syndicale C.F.D.T.

Guy WORMS, fonctionnaire.

(A suivre)

autogestion et révolution socialiste

Les principaux textes du colloque autogestion des 20 et 21 janvier. Editions SYROS, 9, rue Borromée - 5 F. Commandes groupées (à partir de 5) 3,50 F l'unité.

La fédération de l'Horlogerie vient de porter plainte contre X à la suite de l'instauration d'un circuit « concurrentiel » de vente des montres. Tous ceux qui ont manifesté leur solidarité concrète avec les travailleurs de Lip en participant ou en facilitant ces ventes sont donc concernés. Un texte circule actuellement que nous vous proposons de signer, de faire signer et de renvoyer à « T.S. », 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

« Nous, soussignés, déclarons avoir participé activement à la vente des montres que les ouvriers de Lip ont organisée pour s'assurer un salaire de survie et poursuivre leur lutte. Seule la satisfaction de leurs revendications permettra la remise en marche de l'entreprise, dans l'intérêt des travailleurs comme des commerçants concernés.

SIGNATURES

Nom

Prénom

Profession

Adresse

chez les paysans

La Commission agriculture publie, à partir de ce numéro, une courte analyse des faits marquants de la semaine. Pour commencer, nous avons demandé à quelques camarades directement engagés dans les luttes de nous faire part de leurs expériences. Nous souhaitons que chaque section agricole alimente au plus tôt cette chronique à partir des luttes de sa région et de sa propre réflexion.

• Manche laiteries en grève

GREVE massive des ouvriers de quatre laiteries coopératives dans la Manche. Un accord d'entreprise avait prévu une augmentation de 5 % de tous les salariés ; la direction refuse cette augmentation aux ouvriers les plus mal payés, « afin de ne pas rétrécir la grille des salaires » !

Comme à Coopa-Sud, une partie des paysans soutient les ouvriers en grève et appelle les coopérateurs à engager le dialogue avec les ouvriers, accusant la direction d'intransigeance.

Dans les deux conflits, le même problème de fond est soulevé, bien exprimé par nos camarades en lutte : « Il paraît que nous sommes les patrons de l'usine, mais des patrons sans pouvoir, on nous partage ce qui reste après que la direction se soit servie. »

« Ne nous opposons pas aux ouvriers, nos intérêts sont les mêmes, nous sommes tous des travailleurs. » Ils répondent ainsi à la presse de la FNSEA qui, parlant de Coopa-Sud, déclare « qu'une entreprise coopérative est le fruit direct du travail des coopérateurs ». Debatisse, qui a acquis son idéologie de petit entrepreneur capitaliste en se frottant aux « dures nécessités du profit en tant que dirigeant de coopérative », oublie que les coopératives sont soumises aux lois du marché, de l'accumulation du capital et de la concentration comme les autres entreprises capitalistes.

Le même article dit plus loin « qu'il est difficile de dénier aux salariés le droit, non seulement à un revenu décent, mais à une responsabilité dans l'entreprise ». La seule solution... c'est... la participation ! qui, admet-il en conclusion,

« dans le régime économique actuel, comporte tout de même des risques ».

Les coopérateurs et salariés de Rontebourg et de Rauville-la-Place, en accusant d'intransigeance « la direction » et non l'ensemble des coopérateurs, montre où est le véritable pouvoir de la coopérative chez les cadres et les agriculteurs à cravate.

• Bordeaux : les petits trinquent

DE grandes et honorables maisons achetaient du vin de consommation courante et le vendaient mélangé d'un peu de Bordeaux au prix fort. Les contributions indirectes ont fini par s'apercevoir de la fraude, qui porterait sur plusieurs dizaines de milliers d'hectolitres et mettrait en cause une dizaine de maisons.

Ce nouveau scandale n'est pas seulement un règlement de compte interne à la bourgeoisie (Giscard contre Chaban ?) : le scandale s'est immédiatement traduit par une baisse des ventes, qui touche les Bordeaux ordinaires, c'est-à-dire plutôt les petits producteurs. Les grands crus, qui représentent 16 % du produit viticole pour moins de 1 % des surfaces, qui emploient une nombreuse main d'œuvre salariée, appartiennent en grande partie à des capitaux étrangers à l'agriculture et se sont mieux protégés.

Ces négociants peuvent jouer sur la valeur de prestige de certaines étiquettes pour augmenter les prix ou diminuer la qualité : placés en position de cartel, ils en sont les seuls bénéficiaires...

• Coopa-sud grève depuis le 26 juillet

DECLENCHÉE le 26 juillet dernier, la lutte pour la réintégration de J. Gourlay dans son emploi à l'usine de déshydratation de fourrages de Coopa-Sud (Finistère), petite coopérative du groupe UNICOPA, se poursuit avec fermeté.

Le conflit oppose les ouvriers de l'usine au conseil d'administration de la coopérative, composé de paysans, qui ne sont pas tous de gros paysans.

Dès les premiers jours, un puissant mouvement de solidarité a gagné l'ensemble des salariés du groupe UNICOPA, revêtant des formes diverses : meetings, grèves de solidarité, soutiens financiers.

Cette nouvelle lutte fera date dans l'histoire du mouvement coopératif breton. Elle replace notamment au premier plan le débat sur l'unité ouvriers-paysans pour la construction du socialisme. Il est clair que, dans sa forme actuelle, la coopérative n'est qu'un moyen de mieux intégrer les agriculteurs dans un système économique qui les oblige à « pratiquer » ses lois, y compris celle de la répression ouvrière.

Cependant, le soutien apporté aux salariés en grève par les paysans-travailleurs, tout au long de ce conflit, en affirmant leur communauté d'intérêt avec les ouvriers dans la lutte contre le capitalisme, montre que le monolithisme paysan est rompu.

• un Larzac “touristique”

Un énorme projet immobilier privé de type Vanoise, veut installer une station de ski pour 7 000 privilégiés dans une des plus isolées et des plus belles des vallées pyrénéennes : Sosouéou-en-Ossau.

Exceptionnelle par sa flore, sa faune (ours) et ses paysages, la vocation naturelle et pastorale de cette vallée doit être définitivement reconnue et assurée. Des milliards vont être dépensés qui consacreront la fin de l'élevage ossalois, détruiront l'économie traditionnelle de toute vallée, sans contre-partie, réelle pour les habitants.

Un comité de défense (1) s'est constitué pour s'opposer au pro-



jet. Ce comité exige notamment, outre l'abandon immédiat du projet :

— l'adoption d'un statut juridique pour cette vallée qui jouxte le Parc National des Pyrénées Occidentales, qui devrait empêcher tout autre projet de même inspiration ;

— l'affectation des capitaux publics prévus pour le projet Sosouéou, à la rénovation de l'économie montagnarde de la vallée sous contrôle des habitants eux-mêmes.

Par ailleurs, le promoteur (Artouste S.A.) vient d'assurer en diffamation certains membres du Conseil de Défense devant le Tribunal correctionnel de Pau. Il leur est reproché d'avoir distribué une brochure faisant état de la situation. ■

(1) Résidence de France « Champagne », avenue Thiers, 64000 Pau.

• le 27, à Evry-Corbeil procès de René Cruse

Inculpé de « provocation à l'insoumission et à la désertion », René Cruse va comparaître, ce 27 septembre, à 13 h 45, devant le tribunal de grande instance d'Evry-Corbeil (Essonne). Faisant face à ses juges, Cruse vient de publier, aux éditions Syros, une brochure intitulée « La défense « nationale » en question » (1). Nous en extrayons ci-dessous un court passage du chapitre traitant de la fonction idéologique de l'armée.

A l'occasion de ce procès, nous appelons les antimilitaristes à soutenir le combat de René Cruse par une présence massive à Evry-Corbeil, et en rejoignant le comité de soutien animé par François Charbonnier, 6, rue Marie-Davy, 75014 Paris (tél. : 033.31.49), qui reçoit les fonds à son CCP : La Source 32.503.90, avec la mention « soutien Cruse ».

Contrairement à ce qu'on dit souvent, l'anti-militarisme actuel ne se développe ni sur la lâcheté ou la facilité, ni sur le « pacifisme bêlant » des moralistes superficiels ou une volonté de contestation systématique, ni enfin sur le dénigrement de l'Histoire ou la négation de l'avenir. Bien au contraire, l'anti-militarisme actuel est chargé d'un potentiel d'espérance sans précédent et se fonde sur la connaissance économique comme sur la connaissance idéologique du système que nous analyserons ici. Il se présente comme une lutte de l'homme, face aux échéances courtes de l'humanité telles qu'elles sont programmées scientifiquement ; il s'inscrit dans un projet de société où la vie précisément soit encore possible de manière digne d'être vécue. Et elle n'est jamais digne d'être vécue si c'est au détriment de la liberté des autres.

Puisqu'il n'est pas vrai que l'armée puisse aujourd'hui nous garantir une indépendance « nationale » au plan économique et par voie de conséquence au plan militaire, puisqu'il est certain par contre qu'elle ne protège pas les libertés de la classe ouvrière contre la rapacité du patronat qui l'utilise souvent pour briser les grèves, quelle est donc la fonction réelle de l'armée pour que le principe même de Défense nationale au niveau des faits éclate aujourd'hui en morceaux comme un concept éculé, pré-copernicien ? Autrement dit : n'étant pas au service de la nation, les frontières étant stratégiquement et économiquement rompues d'avance, au service de qui peut être une armée dans un régime de « libre entreprise capitaliste » ? Et enfin, au service de qui pourrait être une armée dans un autre régime dit « socialiste » ? Ou encore : socialisme et militarisme peuvent-ils cohabiter même à titre provisoire de « passage historique » sans se renier mutuellement et s'auto-détruire ?

Autant de questions qui, on le voit, viennent à point nommé dans le débat dramatiquement relancé par les événements du Chili et sur lequel il nous faudra revenir. ■

• Brive : procès le 28

Six autres antimilitaristes vont être jugés à Brive (Corrèze), le 28 septembre. Ils sont accusés par le ministre des armées d'injures envers l'armée, d'incitation de militaires à la désobéissance et de propagande en faveur du statut des objecteurs de conscience.

Le comité de soutien aux 6 inculpés demande à tous ceux, solidaires des paysans du Larzac chassés de leur terre par l'armée, solidaires des travailleurs de Lip en lutte contre l'exploitation capitaliste, de venir apporter leur soutien aux antimilitaristes inculpés, le 28 à Brive.

Pour tout contact écrire au Comité de Soutien - PF - 18, rue Carnot 19100 Brive.

• le 22, meeting à Cerizay

Après une réunion à l'Inspection du Travail qui n'accepte pas le licenciement de Thérèse Albert, déléguée C.F.D.T., les 95 ouvrières (Thérèse Albert en tête) se sont présentées à l'usine Cousseau pour reprendre le travail. Cousseau a dit : « Vous rentrez par groupe de 25 ». Et Thérèse ? ont demandé les 95 ? « Pas question » a dit Cousseau.

Bon appétit, Monsieur ! nous retournons à « notre » atelier, et même on va en créer un second ! Pour nos chemisiers, les demandes, ça marche très fort !

La C.F.D.T. organise un meeting samedi 22, à 15 h, à Cerizay. Le P.S.U., solidaire de la lutte des ouvrières, sera présent, avec les organisations qui soutiennent leur lutte.

F. CLAIRE ■

• La grève du Livre

Les travailleurs des entreprises d'imprimerie (labeur, brochure, reliure, dorure, presse) ont fait grève mardi à l'appel du Comité Intersyndical du Livre parisien. Des arrêts de travail de trois heures, par équipes ont donc eu lieu, y compris, bien entendu, chez Moriamé, où est fabriqué T.S.

De ce fait, la sortie du journal a été retardée, ce qui ne nous empêche pas, bien au contraire, de soutenir la lutte des travailleurs du Livre.

Pour ceux-ci, il s'agissait notamment de marquer leur opposition à la fermeture prochaine de l'imprimerie Larousse, fermeture qui s'inscrit dans un démantèlement plus général des entreprises de la région parisienne. Depuis plusieurs mois, en effet, dans le secteur de l'imprimerie, les concentrations s'accélèrent à une cadence élevée et, évidemment, les licenciements suivent le rythme. La grève de mardi — appuyée par un défilé — était donc axée principalement sur la garantie de l'emploi et sur la réduction du temps de travail avec compensation généralisée.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile ...	1,50
N° 46-47-48 : Le P.S.U. « Dossier d'accueil »	3,00
N° 49 : H.L.M. vers la privatisation	1,00
N° 50 : L'autogestion	1,00

Numéros disponibles :

N° 13 : Les petits commerçants et la crise du commerce ...	1,00
N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste	1,00
N° 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 : La police dans la lutte de classes	2,00
N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats	1,00
N° 27-28 : La crise du système monétaire international	3,00
N° 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N° 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi	2,00
N° 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie	3,50
N° 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'université ..	3,00

Abonnement, 20 numéros : 15 F
à TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée

Paiement à la commande par chèque bancaire
ou postal C.C.P. T.S. 58 26.65 Paris

la télé des

Les « mabouls intellectuels » agacent Philippe Malaud. Les « mabouls intellectuels » ce sont tous ceux qui cherchent à faire une T.V. un peu moins vulgaire. Quelques-uns d'entre eux se sont réunis à Aix-en-Provence avec leur public. Serge Dumont y était.

Pendant ce temps, Philippe Malaud prépare en douce un coup fumant : le passage de l'O.R.T.F. aux capitaux privés. Malaud aimeraient bien une situation « à la chilienne » : beaucoup de radios et de T.V. appartenant au secteur privé et très peu à l'Etat. Pour le cas où l'U.D.R. et ses amis perdraient les élections. Quant à Arthur Conte, il s'applique à faire de même mais il travaille dans le quotidien : comment faire faire les « mabouls » par des réformes « techniques ». Les petites tâches d'abord. Mais il ne perd pas de vue les grandes !

GY Lux n'était pas à Aix-en-Provence, l'autre semaine, pour les premières Rencontres internationales de télévision. Arthur Conte non plus. Personne ne réclamait leur présence, donc personne ne regrettaient leur absence. D'ailleurs, ils n'avaient rien à faire à Aix, puisqu'on y parlait de télévision de qualité, et de recherche. Une télévision d'une autre planète que la leur. La télévision des « mabouls intellectuels », comme la qualifierait sans doute le ministre, dit de tutelle.

Un groupe de réalisateurs avait proposé, il y a quelques mois, — après

une session d'initiation aux techniques audio-visuelles, organisée par « Télérama » — de se retrouver pour parler entre eux de leurs problèmes. Aussi étrange que cela puisse paraître, à Paris ces auteurs, réalisateurs, producteurs n'ont pas, ou peu, l'occasion de discuter métier. La précipitation, la variété des occupations, l'efficacité, les difficultés qu'ils doivent vaincre quotidiennement, pour obtenir, fabriquer et programmer leurs émissions les rendent peu disponibles. Aussi avaient-ils décidé de se réunir, pour réfléchir, ensemble sur la télévision qu'ils font. Comment la font-



Philippe Malaud : J'ai un coup fumant...

Ils ? Pourquoi ? Et, pour qui ?

A cet objectif premier s'est ajouté le souci de rencontrer aussi le public. Et les journalistes. Enfin, parallèlement à ces Rencontres, le Ciné-Forum d'Aix-en-Provence organisait une session de formation au dispositif vidéo.

Programme chargé et ambitieux. Trop peut-être. Mais, cela eut le salutaire effet de révéler des malentendus, des conflits, des griefs. Les hommes de télévision, descendus de leur piédestal, se sont imposé cette confrontation. Ni le public, ni les critiques, ni les participants ou animateurs de

la vidéo ne les ont épargnés, ne reculant pas parfois devant une certaine démagogie ou un intellectualisme parisien et fumeux.

Il y avait à Aix, Jean-Claude Brinquier, Maurice Failevic, Claude de Givray, Jean-Emile Jeannesson, Jacques Krier, Claude Santelli, Eliane Victor, Ange Casta, Bernard Bouthier, Maurice Fryland...

mandarins

Des auteurs de télévision qui ont simplement découvert que, même à la télévision, prétendue art des masses, si personne ne s'exprime, personne n'écoute. Leur télévision de création qui ose inventer, imaginer à la fois en fonction d'un outil nouveau et d'un public populaire, est la seule vivante. En éveil. Quoi qu'en disent les brigades des forces de la joie, qu'il serait grand temps de mettre en déroute.

Si les séminaires du matin qui se tenaient à quelques kilomètres d'Aix, à la Baume-Sainte-Marie, n'ont pas été aussi concrets, précis, techniques que l'auraient souhaité certains réalisateurs, en raison d'une nombreuse représentation de journalistes, ils ont eu l'avantage pour les uns, comme pour les autres de proposer un bilan, ou un état sur quelques méthodes de travail (comme l'interview par exemple) et surtout sur les différents genres d'écriture de télévision élaborés ces dernières années et dont l'écri-

L'ALIBI TECHNIQUE

Il y a loin, très loin, de l'idée d'émission, soumise à l'appréciation du Comité de Lecture de l'O.R.T.F., à l'émission diffusée sur le petit écran. Si loin qu'on peut se demander, raisonnablement, si la seconde a encore quelque chose à voir avec la première. Le résultat est, la plupart du temps, stupéfiant... Parfois aussi, un administrateur étonné laisse passer un chef-d'œuvre... Tout est possible à l'Office, moderne cour des miracles de la création.

Ce n'est pourtant pas faute de règlements. Ils se succèdent à intervalles réguliers (une grande réforme tous les deux ans en moyenne) se complètent, se compliquent, voire se contredisent... Mais il y a un point qu'aucun règlement n'a jamais démenti : en matière de création à l'O.R.T.F., le dernier mot n'appartient pas aux artistes, mais à l'administration.

Après avoir été agréée par le Comité de Lecture, puis acceptée par un directeur de chaîne, une proposition d'émission fait l'objet d'un devis. Pour chaque type d'émission, une grille, un budget sont prévus. Déjà, donc, impossible de pratiquer le mélange des genres : défense de sortir des cadres, défense d'innoyer, défense d'imaginer. Il faut se cantonner dans un genre auquel est attribué un mode d'enregistrement, soit le film (comme au cinéma), soit la vidéo-mobile (enregistrement électronique à l'aide d'appareils mobiles), soit la

vidéo-fixe (enregistrement électro-nique à l'aide d'appareils ne pouvant être déplacés). Si c'est la vidéo-fixe, l'émission sera entièrement réalisée en studios, sans aucune possibilité de prises de vues extérieures. Et les « normes de fabrication », qui déterminent en particulier le nombre de jours de tournage et de montage (l'agencement et le choix des scènes enregistrées sur pellicule ne demandent pas moins de temps que le tournage) ont été réduites depuis un an de 30 %.

Si vous ne pensez pas que les réalisateurs gaspillaient auparavant le tiers de leur temps et de leur argent, vous en conclurez qu'ils se sentent aujourd'hui plutôt à l'étroit...

Pauvres réalisateurs. Un de leurs derniers priviléges était de pouvoir choisir leurs comédiens et leur équipe technique. Pour les comédiens, on s'en doute, ils font l'objet de nombreuses pressions et doivent souvent faire appel à certaines vedettes-maison s'ils veulent assurer leurs arrières. Pour l'équipe technique, c'est fini. Les personnels de production étaient jusqu'en 1972 répartis en « pools », groupement par profession : les assistants, les scripts, les cadreurs (caméraman), les décorateurs, les maquilleurs... Ils pouvaient passer d'un mode d'enregistrement à l'autre, au hasard des émissions et des réalisateurs. Ils ne le peuvent plus. Depuis l'éclatement des « pools »,

ils sont rattachés personnellement à une seule technique (film, vidéo-fixe ou vidéo-mobile), partant à un seul style d'émission. Ce qui est pour eux une véritable disqualification professionnelle (en un temps où l'on chante « la formation permanente ») et a déclenché une série de grèves tournantes au cours du dernier trimestre de 1972.

Depuis, rien n'a vraiment changé et l'arrivée d'un administrateur plein d'imagination, Philippe Malaud, nouveau « ministre de tutelle », n'a fait qu'accentuer la mainmise de l'administration.

le droit à la parole

Dans le même temps, on proposait à trois cents des mille réalisateurs homologués de l'Office des contrats individuels leur assurant la sécurité (les sept cents autres vivent tant bien que mal, certains avec 1.000 F par mois, et beaucoup s'inscrivent régulièrement au chômage) mais les soumettant à tous les caprices de l'autorité centrale. Après avoir vigoureusement protesté et rejoint dans la grève les « collaborateurs de création », il semble bien que, peu à peu, les réalisateurs concernés en viennent à signer. La plupart d'entre eux ont été assistants pendant cinq ou six ans avant d'accéder à la réalisation : peut-on leur reprocher de

vouloir vivre de leur métier ? Seuls les plus connus étant à peu près assurés de pouvoir travailler, sans (trop) se compromettre... Et, de toute façon, ce n'est pas en faisant silence que l'on conquiert le droit à la parole.

**

On classe rigoureusement les personnels en place à l'O.R.T.F. et on limite leur emploi, on fait de plus en plus appel aux collaborations extérieures et Philippe Malaud serait disposé à faire financer la première chaîne par les annonceurs... Comme les progrès en matière de techniques de télévision (satellites et télédistribution par câbles) ne viendront pas renforcer le monopole, un processus de lent démantèlement de l'Office est en cours.

Les entreprises privées le suivent avec un vif intérêt et se pourlèchent, déjà, les babines... On dénombre une cinquantaine de sociétés privées « prestataires » de l'O.R.T.F.. Concentrées autour de Paris, elles développent, depuis que l'accent est mis sur la province, des succursales régionales. Lorsque l'O.R.T.F. ne dispose pas d'équipes complètes pour un tournage, elle fait appel à des sociétés qui se chargent aussi à l'occasion du montage. Employant du personnel sous-qualifié (sous-qualified parce que sous-payé, ou vice-versa), ces entreprises ont toujours des « techniciens » sous la main. Elles n'appliquent pas le tarif syndical et font faire à l'Office, tout en se remplissant les poches, une relative économie. Simple, mais il fallait y penser.

Il ne manque plus à ces petites maisons de l'O.R.T.F. que la possibilité d'avoir leurs propres réa-

mabouls

ture par l'image (Le petit boxeur) de Jacques Krier, De la belle ouvrage (de Maurice Failevic) fut un des plus heureux et originaux aboutissements.

L'évolution technique a apporté une plus grande souplesse à l'outil-télévision que, par ailleurs, les auteurs de télévision ont appris à mieux maîtriser, à mieux utiliser. Cette évolution a marqué aussi bien — puisqu'il faut, par commodité, dégager deux pôles : la réalité et la fiction — le reportage que la dramatique. L'un s'est nourri de l'autre, et réciproquement. D'où une grande diversité, un foisonnement d'émissions, de spectacles dont la forme appartient exclusivement à la télévision... C'est la caméra et le micro confiés, dans l'esprit sinon matériellement, aux Matinales (Jacques Krier) pour qu'elles se racontent elles-mêmes ; c'est l'improvisation psychodrame (Michel Polac), le scénario interprété par des non-professionnels (Paul Seban), etc., et tant d'autres expériences différentes...

« Vous apportez la qualité dans une télévision de l'insignifiance. Vous servez aujourd'hui d'alibis. Vous êtes devenus des mandarins, malgré vous » lance un critique. « Faut-il que nous partions ? », réplique Jean-Claude Bringuier.

N'en doutons pas, demain partis, ces hommes seraient vite remplacés, et l'on devine par qui. Il y a beau temps que ce régime renonce à s'encombrer d'alibis. Il est trop mesquin pour avoir la ruse des philanthropes.

lisateurs pour produire des émissions à la chaîne, puis des chaînes à la chaîne — pourquoi pas ? — et le monopole aura fait des petits.

**

Le seul élément pouvant, dans l'actuelle situation de la télévision en France, passer pour positif, reste l'orientation de la troisième chaîne. Sa politique des jeunes (ou nouveaux) auteurs et réalisateurs, son ouverture d'esprit (relative mais évidente lorsqu'on la compare aux deux autres), la collaboration des stations régionales, le fait que l'éclatement des « pools » ne la concerne pas, le fait aussi qu'il y règne une certaine enthousiasme (inséparable d'une certaine anarchie, par opposition à la pesanteur administrative), tout cela permet à la troisième chaîne de se livrer à une recherche en matière de langage télévisé, tout en distribuant plus largement la parole. Tout n'y est pas parfait, certes. Les moyens manquent et le mouvement populaire que l'on pouvait espérer, en faveur d'une télévision qui devrait être davantage celle de tous, n'a pas eu lieu (du moins dans les régions déjà arrosées par le réseau d'émetteurs).

Bien sûr, la télévision régionale est encore une hypothèse — la province n'aura pas de vie culturelle propre tant qu'elle n'aura pas en main les commandes de sa vie économique et politique. Mais, en attendant, le public doit savoir que, s'il ne se bat pas pour cette télévision-là, il n'aura plus, dans quelques années, à se battre du tout. Il n'y aura plus de télévision publique.

Henri HALLER ■

Ces auteurs le savent bien, qu'ils sont là un peu par hasard. Bien sûr, ils sont privilégiés, ils ont réussi à sauver leur tranche. Mais ils ne se désintéressent pas pour autant de l'ensemble de la télévision. Et, sans doute, sensibilisés par l'expérience de leurs collègues suisses — qui ont réussi à exercer une influence sur la « grille » — les réalisateurs français ont décidé d'envisager une action dans ce sens.

la "mousse"

Car ils ont bien conscience — et les diverses confrontations, surtout avec les représentants de télévision étrangère le leur ont rappelé — que « leur » télévision ne représente qu'une enclave réduite dans ce pays d'images le plus souvent insipides.

Et puis, indication significative, cette télévision qu'ils ont présentée, pour actuelle et contemporaine qu'elle nous paraît le plus souvent, elle appartient déjà, si l'on regarde les années de production, au passé. Cette télévision, contingentée hier, est en passe demain, de disparaître.

« Ce qui compte, dit Jacques Krier, en matière de reportages, ce sont les sujets. On ne traite plus aujourd'hui de grands sujets. On ne filme plus que la « mousse » de l'actualité. »

Les directives et initiatives officielles alliées au zèle des incompétents

ont conduit au cloisonnement des genres, à un appauvrissement de l'information télévisée, à des adaptations dramatiques aussi conventionnelles dans leur écriture que dans leur contenu.

Ces constats confondent les observateurs étrangers pour qui, il y a quelques années encore certaines réalisations françaises étaient des découvertes, ouvraient des pistes.

La télévision, expression privilégiée de la culture du siècle, dans notre pays se fige, se stérilise. Pour d'évidentes raisons politiques. Ce n'est pas seulement l'affaire de ceux qui la font, mais de tous.

Aussi ne faudrait-il pas se faire d'illusions — démocratiques — sur la vidéo. Dans l'absolu, son attrait n'est pas contestable. Et la télévision communautaire, le Vidéographe, au Canada, ça fait rêver. Certains comme Jacques Thibau, l'ancien directeur de la télévision, dynamique, courageux et intelligent (il n'avait aucune qualité pour rester !), qui s'occupe actuellement de l'implantation de la télévision par câbles à Créteil, a mis en garde contre la mythologie de la télévision communautaire. « La richesse de la vidéo, a dit Jacques Thibau, lors de ces rencontres, ne dépend pas de la technique mais d'une évolution et d'un contexte politiques. Le Vidéographe canadien correspondait au réveil du Québec. On peut retrouver rapide-



Arthur Conte s'applique : Cette petite boule, c'est l'O.R.T.F.

ment avec la vidéo, des problèmes identiques à ceux de la télévision centralisée. La vidéo sera-t-elle utilisée pour donner la parole à ceux qui la réclament ? »

Si le risque de compétitivité avec la télévision n'est pas exclu, le courir serait condamner la vidéo à n'être qu'un laboratoire. Pour Jean Collet, animateur, « La vidéo est un moyen modeste pour annoncer, apporter autre chose ; la vidéo doit être autre, elle ne doit pas s'occuper de la qualité technique, mais de la nature de la communication. »

Serge DUMONT ■

à la Chilienne

Le personnel de l'O.R.T.F. a lui aussi à défendre son outil de travail qui risque bien d'être découpé en rondelles de saucisson à offrir en apéritif aux intérêts privés. Service (public) non compris, évidemment. Les nouveaux moyens de communications (télé par câble et cassettes) représentent en effet un pacotille qu'ici et là on voudrait bien voir échapper à la collectivité. Mais d'autre part « on » aimeraient bien aussi que l'O.R.T.F. demeure l'ustensile de propagande qu'il est aujourd'hui. D'où le pseudo-conflit qui oppose Arthur Conte et Philippe Malaud.

Préparons le démantèlement se dit Arthur Conte. Il propose au personnel (avec la caution des syndicats, ce serait tellement plus facile !) un référendum (en 22 points : très gaullien !). Ce sera mon plan ou celui de Malaud. Choisissez vous-mêmes entre le couperet et la corde.

Voici le couperet : le plan Conte.

— Regrouper la production et la fabrication des émissions (ce qui coûte de l'argent) en un seul établissement public qui devrait être rentable.

— Mettre sur pied une « direction des programmes » qui achèterait des émissions soit au privé, soit à l'établissement public cité plus haut. Cette direction des programmes conserverait ainsi le contrôle politique d'une télé fabriquée par le privé ou selon les normes de rentabilité du privé. Sous prétexte d'harmonisation un seul directeur choisirait les programmes des trois chaînes.

— Une agence unique d'information filmerait l'actualité, et distribuerait les mêmes images aux trois chaînes. La possibilité de contrôle politique sur l'information serait ainsi largement facilitée.

Après le couperet signé Conte, la corde proposée par Malaud :

— Trois chaînes autonomes. La première financée uniquement par la redevance, refuge de la « qualité », sorte de réserve indienne pour la culture. La seconde, financée par la publicité nationale. (Guy Lux au pouvoir.) La troisième « prise en charge » par les régions, c'est-à-dire par un budget publicitaire local. Et comme ce système là ne sera pas sans léser les quotidiens régionaux, on peut s'attendre à ce que très tôt on offre à ceux-ci de produire eux-mêmes des émissions. C'est pourquoi on s'agit beaucoup dans les journaux de province : « Nice-Matin », « Sud-Ouest », « L'Est-Républicain » se parent activement à lancer les sociétés de « télédistribution » dès que le moment sera venu.

Etant donné que tous les canaux de T.V. disponibles en France sont occupés, il n'est pas pensable de voir naître une quatrième chaîne. Malaud, qui pense beaucoup à la prochaine défaite électorale de la majorité le guérira à la gauche au pouvoir une chaîne aux mains des capitaux régionaux et une chaîne aux mains des capitaux multinationaux (la chaîne « Guy Lux »). Soient deux chaînes d'opposition. Le tour est joué.

Qui va l'emporter ? Conte ou Malaud ? Le couperet ou la corde ? Le-

quel de ces deux projets vous paraît le plus vicelard ? Probablement assistera-t-on à un panachage des deux idées. On sait que le projet Conte, avant d'être envoyé au personnel a reçu l'aval (secret) de Malaud. Conte veut faire figure de défenseur du monopole. C'est un vieux gaullien qui aimeraient bien — comme Chaban-Delgrado — que l'O.R.T.F. vous ait un air de respectabilité qui la rende crédible. Si le personnel, mis aux abois par Malaud pouvait se réfugier dans les bras du paysan de Perpignan, celui-ci, réforme faite n'aurait plus qu'à passer la main — ou le relais — à Malaud.

Ce qui est frappant, c'est de constater que Conte parle toujours de l'information et Malaud jamais. Parce que Malaud sait fort bien que trois chaînes en concurrence achetant des informations à une agence unique (deux chaînes riches et une chaîne pauvre) ça ne peut jamais donner une information dangereuse.

Quant aux vidéo-cassettes et à la télédistribution, tout est prêt. Mais Malaud ne veut pas débloquer la situation juridique de ces nouvelles machines à sous avant de s'être assuré de « l'avenir » des moyens de diffusion traditionnels. Mais ça piaffe dans les conseils d'administration.

Dernier élément d'appréciation : les personnels de l'office et les forces politiques de gauche. Les personnels, ils se battent, le dos au mur. Les forces de gauche sont pour le moment singulièrement absentes de ce débat.

Anne VATTIER ■

le feu couve à l'Aérospatiale

Depuis le 30 août, les organisations syndicales CGT et CFDT de la SNIAS sont passées à l'offensive généralisée. Réunies à Toulouse, elles décidaient de provoquer dans toutes les usines de la société nationale des assemblées générales pour arrêter avec l'ensemble des travailleurs les modalités de la lutte à entreprendre pour les semaines à venir. Les menaces qui pèsent sur l'entreprise ne sont pas sans fondement. Le 24 octobre prochain, l'assemblée générale des actionnaires ratifiera les statuts élaborés par le conseil d'administration dans lequel l'Etat est majoritaire. Les quarante-trois mille salariés de l'entreprise savent que les objectifs poursuivis par le conseil d'administration ne vont pas dans le sens d'une amélioration de la politique sociale de la direction.

BIEN au contraire, l'aéronautique est un domaine trop incertain pour les capitalistes qui s'y risquent. Alors, les syndicalistes, et avec eux l'ensemble des travailleurs de ce secteur, sont attentifs à tous les signes qui peuvent transpirer des délibérations de l'instance dirigeante de l'entreprise.

C'est ainsi que le ministère de tutelle vient de refuser d'engager des fonds publics dans la fabrication du bimoteur Corvette. Il a reconnu que la situation commerciale de cet appareil était pour le moins problématique et le carnet de commandes fluide... Cependant, la société a décidé, malgré la démission de fait du gouvernement, de poursuivre l'exécution du programme Corvette.

La poursuite du programme Corvette apparaît donc comme une tentative désespérée qui vient après Concorde, programme pour lequel rien, absolument rien n'est réglé. Tout laisse penser que l'emprunt de 120 millions de francs que la SNIAS a lancé avec la garantie de l'Etat, le 10 septembre, n'est qu'une opération destinée à faire illusion auprès des firmes européennes avec lesquelles l'aéronautique française va collaborer pour surmonter la crise inévitable qu'elle aura elle-même sécrétée.

un marché 90 % US

L'Aérospatiale est née le 1^{er} janvier de la fusion de Nord-Aviation, SEREB et Sud-Aviation. Autour des établissements qui constituent le groupe subsistent un certain nombre de filiales : Sogerma, Seca, Socata, EAS, Saint-Chamond-Granat et Socea. L'Etat est majoritaire dans la société avec 66,6 % du capital (alors que, par exemple, sa participation au capital de la société Sud-Aviation avant la fusion était de 99 %). Le tiers restant est entre les mains des principales banques nationales et d'affaires du pays : Crédit Lyonnais, BNP, Société Générale, Banque Française du Commerce Extérieur, Paris-Pays-Bas et Worms.

François Le Madec, secrétaire de l'Inter-CFDT de l'Aérospatiale, rappelle volontiers les erreurs de navigation qui ont marqué l'évolution de l'entreprise depuis la mise en place du groupe : « Cette concentration répondait à l'objectif politique fixé par le gouvernement d'avoir une entreprise dans ce domaine qui puisse faire jeu égal avec les firmes américaines. Or, les possibilités du marché sont très limitées. Les Etats-Unis contrôlent 90 % de la flotte aérienne des pays capitalistes. Par ailleurs, la concentration excessive du pouvoir de décisions eut pour effet la remise en cause des avantages acquis par les travailleurs dans les différentes unités de production des anciennes sociétés. Le PDG Ziegler ne voulait pas accorder

dans la nouvelle société les avantages que les travailleurs, souvent au prix de luttes exemplaires, avaient arrachés dans le passé. »

Alors que les travailleurs devaient faire face à cette situation nouvelle, le plan de charge de la société frisait la rupture ; si bien que l'année 1972 accusa un déficit de près de treize millions de francs. Il semble bien que le programme Corvette soit à l'origine de la présentation de ce bilan négatif. Le gouvernement refuse de subventionner Corvette car celui-ci serait en concurrence avec un appareil de chez Dassault dont les caractéristiques seraient identiques : Falcon 10.

On connaît les liens étroits qui unissent le patron du groupe UDR de l'Assemblée Nationale Marcel Dassault, député de l'Oise, à Pompidou. Il fait fructifier son capital avec l'argent des contribuables. Pour bien montrer le culte qu'il rend aux dividendes, Dassault vient de baptiser l'un de ses avions Mercure, du nom de la divinité tutélaire des marchands et des voleurs.

L'Aérospatiale a donc, pour sa part, décidé de s'autosubventionner, d'autant que depuis Caravelle, rien n'a été sérieusement étudié pour assurer le développement de la société. Il est difficile de savoir si la décision de fabriquer Concorde a été prise sur la base d'une étude de marché sérieuse.

Cependant, il semble que les Concorde-cocoricos pompidoliens relèvent d'une basse politique de prestige. On ne sera fixé sur la réelle efficacité du Concorde qu'en 1975, c'est-à-dire après la mise en service des neuf exemplaires de complaisance achetés par BOAC et Air France.

Les travailleurs de l'Aérospatiale ont donc de fortes raisons d'être inquiets pour l'avenir. François Le Madec, d'ailleurs, n'hésite pas à répéter : « Pour nous, notre premier objectif est, et restera toujours, la garantie et le développement de l'emploi dans l'Aéronautique. Concorde s'entoure aujourd'hui d'un certain nombre de réalités économiques, de réalités techniques qui compromettent son développement et sa réussite. »

dénationalisation de fait

L'an passé, les organisations syndicales avaient découvert que les objectifs de la Communauté Economique Européenne ne répondent pas à la politique suivie par le gouvernement depuis 1970. Les experts de la CEE voulaient, depuis longtemps, faire éclater les grosses entreprises nationales pour mettre en place des sociétés européennes concentrées et en limiter le nombre.

« Le morcellement de la SNIAS, déclare un responsable de la CGT de l'usine de Nantes, en divisions

spécialisées risque de compromettre à terme les unités de production qui ne seront pas jugées rentables. » Cette opinion est partagée par beaucoup, tant dans les usines françaises que dans les centres de production des autres pays européens.

François Le Madec rencontre fréquemment les responsables des organisations syndicales de l'aéronautique européenne : « Nous sommes tous dans la même galère. Bien sûr, nous avons beaucoup de problèmes à résoudre, mais, dans les prochains mois, nous entendons porter notre action à un triple niveau. Des unités de production, en gagnant l'échelon régional, nous nous retrouverons toujours au niveau européen. »

Il apparaît d'ores et déjà que le gouvernement a trouvé un bouc émissaire en la personne d'Henri Ziegler qui est poliment mis sur la touche. Le nouveau patron de la société Charles Cristofini, éminence grise de l'ancienne structure où il occupait la tâche mal définie de conseiller du président, voudra accélérer le démantèlement de l'Aérospatiale, ce qui revient à une dénationalisation de fait par une arrivée de capitaux privés.

La mise en place d'une société anonyme européenne vers laquelle on avance à grands pas répond donc aux objectifs fixés par le conseil des ministres de la Communauté Economique Européenne. Tout laisse penser qu'il sera créé

des entreprises concentrées, qui seraient, à terme, limitées à trois sociétés : l'une pour les moteurs, deux pour les cellules.

« Cette démarche est d'une implacable logique, déclare un délégué CFDT, elle s'inscrit dans les groupements d'intérêts économiques européens qui existent déjà pour les programmes Airbus et Euro-missiles. Ici, la menace est grande pour les travailleurs qui risquent de se voir constamment déplacés, divisés. En changeant fréquemment d'usines et ne pouvant pas, dans la plupart des cas, connaître ceux auxquels ils devront s'adresser pour résoudre les problèmes qu'ils rencontreront, les travailleurs seront bien isolés face à la toute puissance du patronat et de ses argousins. »

déjà la répression

Déjà, la chasse aux sorcières a commencé. A l'usine de Marseille-Marignane notamment, alors qu'un certain nombre de militants CFDT, adhérents dans le passé à Force Ouvrière, venait de constituer une section syndicale, dans la demi-heure qui suivit l'annonce par voie de tracts, le 4 septembre, la mise en place d'une section, les cinq délégués désignés conformément aux dispositions de la loi de 1968 sur les droits syndicaux étaient tous immédiatement mutés. Ils ont tous été déclassés. Les « raisons d'organisation » invoquées par le directeur de Marignane Carayon cachent en fait des motifs beaucoup moins « normaux ». Individuellement désigné, le militant syndical est impitoyablement traqué par les nervis à la solde de la direction.

Le rôle d'une organisation syndicale complice de cette répression a de quoi être inquiétant. Mais, à Marseille comme à Toulouse, les travailleurs ont, dans leur grande majorité, dénoncé le jeu de milita-

cien auquel se prêtent les sections locales Force Ouvrière. La démonstration la plus significative de l'échec de cette provocation fut enregistrée à Nantes-Bourgueois où les syndicalistes CGT et CFDT réunirent la quasi-totalité des travailleurs dans une assemblée générale alors que la veille FO, dont le vocabulaire local s'inspire beaucoup des années vingt, n'avait réuni qu'une cinquantaine de personnes.

A Cannes, la CGC a fait circuler une pétition dénonçant.. le procédé de dénonciation. Ces mœurs, qui deviennent monnaie courante dans l'entreprise nationale, visent à démanteler les organisations syndicales qui, par un travail inflassable d'information et de sensibilisation, sont parvenues à démonter le processus mis au point dans l'intimité des cabinets ministériels.

La riposte qu'annoncent les organisations syndicales CGT et CFDT signataires d'un appel commun à l'ensemble des travailleurs de la société sera à la mesure du dossier de l'aéronautique française : impressionnant. Tout le monde s'accorde à reconnaître que c'est seulement au prix d'une sérieuse unité des organisations syndicales soucieuses de l'emploi des travailleurs de l'Aérospatiale que ceux-ci feront échec aux ambitions du pouvoir. Ils y parviendront d'autant mieux qu'ils trouveront dans l'opinion un appui et une solidarité active. Car personne ne prête d'attention aux propos de guimauve du PDG Ziegler. Ce sont ceux d'un homme qui n'a plus aucun pouvoir de décision.

L'implantation de l'aéronautique par grandes régions dans le pays permet de penser que l'argument du développement régional, qui sera utilisé par les organisations syndicales, portera. C'est l'avenir des régions comme l'Aquitaine, Toulouse, Nantes - Saint-Nazaire, Bourges - Châteauroux et Marseille - Cannes qui est en jeu.

François NAUD ■

LA CONTAGION A BESANÇON

Kelton occupée

« VOUS vous changez, changez... » Tout le monde connaît la chanson. Mais Kelton est une entreprise de 2.600 travailleurs dont 1.500 femmes, très jeunes. Cela n'est pas qu'une chanson, c'est aussi : — des filles de 16, 17, 18 ans, venues par cars bondés de campagnes éloignées de 40 km ; — des cadences infernales (ce n'est pas un slogan) provoquant crises de nerfs, dépressions, accidents de travail ; — la permission du chef pour aller faire pipi ; — la prison dorée avec de la verdure autour ; — pas de tradition syndicale ; — des salaires de misère : à 16 ans, 20 % d'abattement sur le SMIC, à 17 ans, 10 % ; — les chefs, grands et petits, en surnom : « faut assurer la discipline » ; — la grande mobilité de la main-d'œuvre.

Kelton, une boîte où on ne bouge pas, Monsieur !

Oui, mais Kelton, c'est à Besançon, et à Besançon il y a Lip, et Lip a bouleversé toutes les coutumes.

Le 14 août, les flics débarquent chez Lip et pour Kelton tout s'éclaire. Pour la première fois, 1.000 Kelton débrayent tout seuls, spontanément, et partent à pied en manifestation sur Lip : 10 km. Un événement salué comme tel.

A Kelton, ce n'est plus comme avant. On discute de Lip, et aussi de Kelton. « Les cadences insupportables, les salaires de misère, on n'en veut plus. » On détaille les feuilles de paye : « On n'est même plus payés au SMIC. »

Le 14 septembre, fort de l'appui des camarades de Lip, le mouvement démarre. Dans chaque atelier, les travailleurs rédigent des cahiers de revendications.

L'A.G. réunie avec les deux syndicats de l'entreprise (CFDT et CGT, peu de syndiqués) définit les principales exigences : 5,20 F de l'heure à l'embauchage, plus 0,30 F pour les OS ; augmentation de 0,50 F de l'heure pour tous ; suppression de l'abattement d'âge ; treizième mois après six mois d'ancienneté ; amélioration des conditions de travail ; suppression du pointage.

Au cours d'une autre A.G., des camarades de Lip crient « Ensemble, nous vaincrons ». Des défilés ont lieu, jusque dans la ville. Les patrons ne sont pas trop rassurés. Lip est si près.

Vendredi dernier, ils demandent aux CRS de rôder dans les parages, histoire d'intimider les travailleurs. Ils mettent à profit le week-end pour déménager un important stock de montres. Le bruit court qu'ils auraient caché les montres au milieu des CRS dans l'ancienne usine Lip. Et maintenant, les menaces vont jusqu'au licenciement collectif !

Pour l'instant (mercredi matin), aucune concession n'est accordée et l'usine est occupée, mais Kelton, qui est aussi Timex, est un trust international, et la solidarité s'organise aussi en Allemagne.

Comme dit maintenant la nouvelle chanson : « Quelle tonne, la colère ! »

Section PSU Besançon. ■

YASSER ARAFAT :

(suite de la dernière page)

multiforme, nous recevons un soutien effectif dans de nombreux domaines. Ainsi, il me faut dire que, au cours de sa rencontre avec Nixon, Leonid Brejnev a beaucoup insisté pour obtenir finalement qu'il soit fait mention des droits légaux du peuple palestinien dans le communiqué, et cette allusion a vraiment été le fruit de son insistance. Au cours de mon dernier passage à Moscou, j'ai eu des discussions très positives avec le Bureau Politique et le Comité Central du PCUS. Je veux aussi mentionner l'accord passé avec les camarades de la République Démocratique Allemande à l'occasion de mon récent séjour à Berlin. Par ailleurs, les camarades chinois nous envoient une aide considérable.

TS. — Que penses-tu de la campagne de terrorisme sioniste qui sévit actuellement en France ?

Y.A. — Il y a longtemps que les sionistes ne se contentent pas de mener seulement des activités contre la cause palestinienne en France, mais qu'ils agissent contre l'intérêt et la sécurité même de la France. A côté du contrôle des moyens d'information utilisés contre notre cause, les sionistes agissent contre la souveraineté de la France. Vous vous souvenez, bien sûr, des assassinats de Hamchari, Koubaïsi, Boudia... Nous demandons à nos amis en France de nous aider à faire la lumière sur ces attentats et d'exposer cet aspect de l'activité des sionistes en France auprès de l'opinion publique.

TS. — Peux-tu préciser ta position à propos de l'affaire de l'ambassade d'Arabie Saoudite en France ?

Y.A. — Je répète ce que j'ai déclaré à ma conférence de presse d'hier : en réalité, la récente attaque contre

l'ambassade d'Arabie Saoudite à Paris est plus que suspecte. Pour ma part, en tant que commandant en chef des Forces Révolutionnaires Palestiniennes, et président du Comité Exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine, je la condamne.

TS. — Au cours de cette conférence de presse, tu as été amené à faire une déclaration qui a été interprétée dans la presse française comme une comparaison entre Septembre Noir et l'OAS. Peux-tu préciser ta position ?

Y.A. — Je ne veux pas généraliser, je ne fais pas de comparaison de ce genre et je ne parle pas spécifiquement de Septembre Noir, mais je veux dire que ces actions exceptionnelles, réalisées par des groupes à part, peuvent survenir partout et toujours, non seulement dans un mouvement révolutionnaire, mais encore dans un état structuré. Ainsi, la France s'est trouvée confrontée aux activités de groupes incontrôlés au sein même de son armée.



“Il faut prendre conscience de la signification du sionisme”

J'ai répondu à la question du journaliste de l'ORTF, qui prétendait que je ne représentais pas la Résistance Palestinienne à cause de l'existence de ces groupes, en lui disant que l'existence de l'OAS dans une armée dont le général de Gaulle était théoriquement le chef, en tant que chef de l'Etat, n'était rien au fait que le général de Gaulle était effectivement le président de la République. Ce n'est pas un jugement de valeur sur l'activité de l'OAS ; que nous y ayons été hostiles ou favorables n'a rien à voir — et, bien sûr, nous étions contre l'OAS !

TS. — As-tu quelque chose à dire aux juifs de France ?

Y.A. — Je voudrais leur expliquer ceci : il est connu que notre Révolution n'est pas dirigée contre les juifs, pas plus en France qu'ailleurs, y compris en Palestine occupée. Ceci est affirmé clairement dans notre programme politique, ratifié par l'Assemblée Nationale Palestinienne. Je sais qu'il y a en France un certain nombre de juifs d'origine algérienne, des juifs pieds-noirs, qui jouent le rôle d'extrémistes. Il faut que les intellec-

tuels et l'ensemble des citoyens français prennent conscience de la signification du sionisme, et plus généralement qu'ils connaissent et fassent connaître le danger du sionisme pour le Proche-Orient, et le préjudice que le sionisme porte aux juifs de France et du monde.

Le sionisme, reposant sur la force et l'expansionnisme, est voué à l'échec. Les nazis ont envahi plusieurs pays d'Europe, ils ont agressé de grands pays comme la Russie, et cet expansionnisme ne leur a pas évité la déroute. S'il y a un problème juif, il ne peut trouver sa solution dans une agression contre le monde arabe

Je veux dire aux juifs de France et du monde que, s'ils ressentent un problème dû à la persistance du racisme, ce problème ne peut être résolu en Palestine.

TS. — As-tu un message à faire parvenir au Parti Socialiste Unifié ? Et, d'autre part, qu'attends-tu des progressistes français en ce moment ?

Y.A. — En vérité, nous attendons beaucoup de tous. La solidarité du PSU avec la Révolution Palestinienne n'est pas nouvelle, et je n'oublie pas le moment où vous étiez les seuls en France à nous soutenir. Il faut multiplier les rencontres et les contacts entre nous, car nos relations nous sont d'une grande aide pour l'audience de notre combat en France, et la France a une influence sur de nombreux pays. Notre travail commun et la permanence de nos contacts peuvent nous être très utiles. Il faut échanger des informations, faire des visites réciproques ; je suis sûr que tout cela deviendra bientôt une réalité.

Propos recueillis par nos envoyés spéciaux à Alger.

Cécilia JOXE et Jean MENDELSON. ■



Un fedayin à l'ambassade d'Arabie Saoudite : Une attaque plus que suspecte

LA LIBRAIRIE

tribune
PSU socialiste

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h
VOUS PROPOSE

Liste n° 12	
LES PARTIS DEVANT L'ECOLE	18,00
Ass. des Journalistes Universitaires	
GUIDE DU MILITANT	20,00
Denis Langlois	
16 FUSILLES A MOSCOU	
LETTRES INEDITES	
Victor Serge	16,00
HIERARCHIE DES SALAIRES ET LUTTES DE CLASSES	
P. Ranval	9,00
LIBERONS L'AVORTEMENT	
Comité pour la liberté de l'avortement	
STOP OU L'AUTOMOBILE EN QUESTION	6,00
J. Fabre et H. Michael	
LE METIER DE MILITANT	20,00
D. Mothé	
LE SERVICE MILITAIRE AU SERVICE DE QUI ?	6,00
D. Pennac	
	16,00
	110,00

Prix réel

Notre proposition : 100 francs FRANCO

Toutes commandes à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée - 75015 PARIS

C.C.P. 58.26.65 Paris

Règlement à joindre à la commande

YASSER ARAFAT :

“Nous attendons beaucoup de vous”

NOUS publions ci-dessous une interview exclusive que le Président de l'Organisation de Libération de la Palestine, Yasser Arafat, a accordée aux envoyés spéciaux de « T.S. » à la Conférence au Sommet des Pays Non Alignés, qui vient de se dérouler à Alger. Nous reviendrons dans nos prochains numéros sur la Conférence elle-même et les enseignements que nous avons pu en tirer. Nous reviendrons aussi sur les diverses rencontres et discussions que nous avons pu y avoir, tant avec des camarades algériens qu'avec des membres des délégations présentes, notamment avec le camarade Clodomiro Almeyda, représentant personnel de Salvador Allende et ministre des Affaires Etrangères du Chili, dont nous ignorons le sort à l'heure où nous mettons sous presse : cette discussion, qui s'est déroulée dans la résidence de la délégation chilienne, aura été d'autant plus instructive pour nous qu'elle s'est

située cinq jours avant l'assassinat du camarade Allende et le putsch fasciste au Chili. Par ailleurs, nous avons recueilli des interviews des dirigeants de trois mouvements de libération présents officiellement à Alger, celles du camarade Boina, Secrétaire Général du Mouvement de Libération Nationale des Comores (Molinaco) à propos de la persistance du colonialisme français, du camarade Juan Mari-Bras, Secrétaire Général du Parti Socialiste Portoricain (P.S.P. - Mouvement pour l'Indépendance de Porto-Rico) et du camarade Sam Najuma, Président de la S.W.A.P.O. (Organisation Populaire du Sud-Ouest Africain - Namibie) et porte-parole de l'ensemble des mouvements de libération à la réunion des ministres des Affaires Etrangères des Pays Non Alignés.

La rencontre de Yasser Arafat aura été pour nous l'un des moments les plus émouvants de cette Conférence. Elle s'est déroulée en

présence d'Albert-Paul Lentin (Politique-Hebdo) que nous avions convié à cette discussion, et bien sûr de nombreux membres de la Sécurité qui ont assuré au Président de l'O.L.P. tout au long de son séjour à Alger, une protection indispensable à l'heure où les dirigeants palestiniens sont si menacés. Cette rencontre a consisté en une interview suivie d'une discussion informelle, le tout dans une ambiance des plus fraternelles. Yasser Arafat a commencé par demander des nouvelles de Michel Rocard, qu'il avait rencontré trois mois auparavant à Beyrouth, puis a écouté l'ensemble des questions que nous désirions lui poser. L'entretien que nous publions s'est déroulé d'abord directement en anglais, puis en arabe par l'intermédiaire d'un traducteur palestinien. Nous tenons à préciser que Yasser Arafat a bien voulu répondre à toutes nos questions, sans exception.

Jean MENDELSON.

TS. — Peux-tu expliquer en quelques mots la situation actuelle de la Révolution palestinienne dans les territoires occupés, tant ceux de 1967 (Gaza et « Cisjordanie ») que ceux de 1948 ?

Yasser Arafat. — Après l'affrontement qui a eu lieu entre les révolutionnaires palestiniens et l'armée jordanienne en septembre 1970, nous avons réalisé d'importantes activités militaires à l'intérieur des territoires occupés. Après une brève période, nous avons pu surmonter nos difficultés et nous avons amélioré les liens avec nos combattants de la liberté, notre peuple, nos masses, à la fois dans la région de Gaza et sur la rive gauche du Jourdain, ainsi qu'avec les habitants des territoires occupés en 1948. Je peux dire que cette année particulièrement, en 1973, nos activités — spécialement militaires — ont augmenté, et que, toutes les vingt-quatre heures, nous réalisons une

opération positive à l'intérieur de la Palestine occupée. Il faut savoir que, en fonction des circonstances, qui découlent notamment du « Plan Rogers », lequel avait pour but de faire cesser tout affrontement militaire, nous avons obtenu d'importants résultats dans la mesure où tout le poids militaire israélien s'est concentré sur nous et a dû être supporté par nos seuls combattants. Bien sûr, ces résultats ne sont jamais aussi positifs que ce qu'on aurait pu attendre, mais en fonction de notre nouvelle stratégie, nous avons l'intention de multiplier nos activités sur le plan militaire à l'intérieur de nos territoires occupés.

De plus, nous avons fait la preuve des liens politiques étroits que nous entretenons avec nos masses, notamment après le meurtre des trois dirigeants palestiniens assassinés cette année à Beyrouth. La presse arabe à l'intérieur des territoires occupés a durement condamné de tels actes, et les dirigeants ennemis eux-mêmes ont découvert une réalité qu'ils n'ont pu cacher : leurs déclarations exprimaient clairement l'idée que l'il-

lus d'une coexistence entre eux et les Palestiniens avait perdu toute signification. La même chose s'est passée lors des affrontements entre nous et les autorités libanaises : il y a eu des manifestations de nos compatriotes des territoires occupés pour nous appuyer et dénoncer l'attitude hostile à la Révolution palestinienne de la part du gouvernement libanais.

Tous ces faits prouvent le succès de notre travail d'explication politique à l'intérieur des territoires occupés, et de notre travail d'organisation de nos masses. Ce succès est apparu nettement dans le mémorandum adressé au secrétaire général des Nations-Unies dans lequel le peuple palestinien des territoires occupés réclamait : 1. la libération des territoires occupés ; 2. l'autodétermination et la souveraineté politique.

Voici, brièvement exposés, les faits marquants de la situation actuelle dans la Palestine occupée.

TS. — Quelle est actuellement la situation de la Révolution

Palestinienne par rapport au monde arabe ?

Y.A. — Il est certain que les affrontements en Jordanie, puis la mort du président Gamal Abdel Nasser ont affecté la situation de la Révolution Palestinienne dans le monde arabe et l'attitude du monde arabe par rapport à la Révolution Palestinienne. Je tiens à confirmer que, quel que soit le régime considéré, nos relations avec les masses populaires arabes sont excellentes, sous n'importe quel régime.

Par ailleurs, nous entretenons de bons rapports avec certains régimes arabes, que nous essayons d'améliorer. Notamment, nos relations avec nos frères algériens ont toujours été excellentes depuis le moment où nous avons tiré la première balle et jusqu'à aujourd'hui : nous entretenons des rapports révolutionnaires et fraternels avec nos frères algériens.

TS. — Comment se situe la Révolution Palestinienne par rap-



port aux mouvements et aux pays du tiers-monde, dont la représentation est si considérable dans cette conférence ?

Y.A. — Ces relations sont bonnes et en voie d'amélioration ; notre présence à cette conférence au sommet des pays non alignés, et l'accueil que nous y avons reçu en est une bonne illustration.

TS. — Il y a eu, au cours de cette conférence, la première rencontre entre Fidel Castro et Yasser Arafat. Qu'est-il ressorti de ce premier contact ?

Y.A. — Je dois tout d'abord dire que nos relations avec Cuba, et avec le camarade Fidel, sont déjà anciennes : ce n'est donc pas vraiment un premier contact. Cette rencontre est en fait un aboutissement et un couronnement. Depuis longtemps, j'avais l'in-

tention de me rendre à Cuba, mais les circonstances de notre lutte m'ont empêché de réaliser ce désir, et j'ai expliqué au camarade Fidel Castro les raisons de ce contretemps.

TS. — Ce voyage sera-t-il réalisé prochainement ?

Y.A. — Nous l'espérons.

TS. — Dans le même ordre d'idées, quels rapports la Révolution Palestinienne entretient-elle avec les Pays Socialistes ?

Y.A. — Je puis dire que je suis très fier de nos relations avec ces pays, et je tiens à saisir cette occasion pour les préciser. En vérité, nous recevons d'eux une grande aide ; je ne vais pas donner de détails, mais cette aide est

(suite au verso)